



PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Edition n° 16 du 15 mai 2008

Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés à la préfecture ou auprès des services concernés.

Le recueil peut aussi être consulté :

- * sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :
www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr
- * aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 16 mai 2008

SOMMAIRE

| | |
|--|------------|
| ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES | 276 |
| PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE | 276 |
| CABINET DU PREFET | 276 |
| Bureau des affaires politiques | 276 |
| Extrait de l'arrêté du 18 mars 2008 fixant la composition des commissions d'examen des emplois réservés de 1ère et 2ème catégories pour l'année 2008 pour les anciens combattants et victimes de guerre | 276 |
| Extrait de l'arrêté du 28 avril 2008 portant attribution de la médaille de la famille - promotion "fête des mères 2008" | 276 |
| DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES | 277 |
| Bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement | 277 |
| Extrait de l'arrêté du 16 avril 2008 prescrivant l'opposabilité immédiate du projet de plan de prévention des risques miniers sur le territoire de la commune de Jarny | 277 |
| Extrait de l'arrêté du 16 avril 2008 prescrivant l'opposabilité immédiate du projet de plan de prévention des risques miniers sur le territoire de la commune de Joëuf | 277 |
| Extrait de l'arrêté du 30 avril 2008 modifiant le règlement d'eau de la centrale hydroélectrique réaménagée de « Moulinbois » à Bainville-sur-Madon | 277 |
| Bureau de la solidarité, de la cohésion sociale et du développement économique | 277 |
| Extrait de l'arrêté du 13 mai 2008 portant composition de la commission départementale de conciliation en matière de baux d'immeubles ou locaux à usage commercial, industriel ou artisanal | 277 |
| Bureau du management stratégique des services de l'État et des affaires financières | 278 |
| Arrêté de délégation de signature du 7 mai 2008 de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à Monsieur Claude ROQUE, directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Meurthe-et-Moselle, par intérim | 278 |
| SOUS-PREFECTURE DE LUNEVILLE | 279 |
| Extrait de l'arrêté du 21 avril 2008 portant dissolution du syndicat intercommunal scolaire de Blainville | 279 |
| SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT | 279 |
| AGENCE REGIONALE D'HOSPITALISATION DE LORRAINE | 279 |
| Extrait de la délibération n° 24/08 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 15 avril 2008 délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115.4 du code de la santé publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au journal officiel du 10 janvier 1997 | 279 |
| Service actions et établissements de santé | 279 |
| Extrait de l'arrêté n° 13 du 7 mai 2008 fixant la composition du Conseil d'Administration de l'Hôpital Local Intercommunal 3H SANTE | 279 |
| Extrait de l'arrêté n° 17 du 5 mai 2008 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre de Moyen Séjour de Faulx | 279 |
| Extrait de l'arrêté n° 19 du 7 mai 2008 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier de Toul | 280 |
| Extrait de l'arrêté n° 26 du 5 mai 2008 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre Psychothérapique de Nancy-Laxou | 280 |
| DIRECTION REGIONALE DE LA PROTECTION JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE DE LA LORRAINE CHAMPAGNE ARDENNE | 281 |
| Extrait de l'arrêté n° 2008 DISAS/ASE du 28 avril 2008 relatif aux prix de journée 2008 de la MECS enfants de l'association REALISE dont la tarification relève de la compétence conjointe Etat-Département | 281 |
| DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES | 281 |
| Service santé - environnement | 281 |
| Extrait de l'arrêté n° 380 du 25 avril 2008 portant modification de la liste des membres du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST) | 281 |
| DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET | 281 |
| Service économie agricole et aménagement foncier | 281 |
| Extrait de la décision du 28 avril 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Saint-Boingt - Demande d'autorisation d'exploiter n°2525 | 281 |
| Extrait de la décision du 28 avril 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Badonviller - Demande d'autorisation d'exploiter n°2461 | 281 |
| Extrait de la décision du 28 avril 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Mont-Saint-Martin - Demande d'autorisation d'exploiter n°2486 | 282 |
| Extrait de la décision du 28 avril 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Mont-Saint-Martin - Demande d'autorisation d'exploiter n°2505 | 282 |
| Extrait de la décision du 28 avril 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Doncourt-lès-Conflans - Demande d'autorisation d'exploiter n°2487 | 282 |
| Extrait de la décision du 28 avril 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Doncourt-lès-Conflans - Demande d'autorisation d'exploiter n°2526 | 282 |
| Extrait de la décision du 28 avril 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Baslieux - Fillières - Laix - Mercy-le-Haut - Joppecourt - Mercy-le-Bas - Preutin-Higny - Saint-Pancré - Saint-Supplet - Serrouville - Ville-au-Val - Demande d'autorisation d'exploiter n°2469 | 282 |
| Extrait de la décision du 28 avril 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Landremont - Demande d'autorisation d'exploiter n°2485 | 283 |
| Extrait de la décision du 28 avril 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Landremont - Demande d'autorisation d'exploiter n°2484 | 283 |
| Extrait de la décision du 28 avril 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Landremont - Demande d'autorisation d'exploiter n°2482 | 283 |
| Extrait de la décision du 28 avril 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Ville-sur-Yron - Demande d'autorisation d'exploiter n°2521 | 283 |
| Extrait de la décision du 28 avril 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Lagney - Demande d'autorisation d'exploiter n°2545 | 283 |
| Extrait de la décision du 28 avril 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Letricourt - Demande d'autorisation d'exploiter n°2518 | 283 |
| Extrait de la décision du 28 avril 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Bouxières-aux-Chênes - Demande d'autorisation d'exploiter n°2546 | 283 |
| Extrait de la décision du 28 avril 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Saizerais - Demande d'autorisation d'exploiter n°2515 | 284 |
| Extrait de la décision du 28 avril 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Saint-Germain - Demande d'autorisation d'exploiter n°2477 | 284 |
| Extrait de la décision du 28 avril 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Clercy-sur-Brenon - Demande d'autorisation d'exploiter n°2549 | 284 |
| Extrait de la décision du 28 avril 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Maizières - Demande d'autorisation d'exploiter n°2550 | 284 |
| Extrait de la décision du 28 avril 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Clercy-sur-Brenon - Demande d'autorisation d'exploiter n°2552 | 284 |
| Extrait de la décision du 28 avril 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Laneuveville-devant-Nancy - Autrey-sur-Madon - Benney - Houdreville - Ormes-et-Ville - Demande d'autorisation d'exploiter n°2553 | 284 |
| Extrait de la décision du 28 avril 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Pont-Saint-Vincent - Demande d'autorisation d'exploiter n°2551 | 284 |
| Extrait de la décision du 28 avril 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Loisy - Sainte-Geneviève - Demande d'autorisation d'exploiter n°2554 | 285 |
| Extrait de la décision du 28 avril 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Sainte-Geneviève - Demande d'autorisation d'exploiter n°2568 | 285 |
| Extrait de la décision du 28 avril 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Crezilles - Bulligny - Demande d'autorisation d'exploiter n°2548 | 285 |
| Extrait de la décision du 28 avril 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Marainviller - Demande d'autorisation d'exploiter n°2535 | 285 |
| Extrait de la décision du 28 avril 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Marainviller - Demande d'autorisation d'exploiter n°2523 | 285 |
| Extrait de la décision du 28 avril 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Dombasle-sur-Meurthe - Crévic - Flainval - Demande d'autorisation d'exploiter n°2542 | 285 |
| Extrait de la décision du 28 avril 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Belleau - Demande d'autorisation d'exploiter n°2503 | 286 |
| Extrait de la décision du 28 avril 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Laneuveville-devant-Bayon - Demande d'autorisation d'exploiter n°2558 | 286 |
| Extrait de la décision du 28 avril 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Laneuveville-devant-Bayon - Demande d'autorisation d'exploiter n°2559 | 286 |
| Extrait de la décision du 29 avril 2008 portant à 6 MOIS les délais d'instruction des demandes d'autorisation d'exploiter d'un bien agricole à Sexey-les-Bois - Velaine-en-Haye - Demande d'autorisation d'exploiter n°2534 | 286 |
| Extrait de la décision du 29 avril 2008 portant à 6 MOIS les délais d'instruction des demandes d'autorisation d'exploiter d'un bien agricole à Sexey-les-Bois - Demande d'autorisation d'exploiter n°2536 | 286 |
| Extrait de la décision du 29 avril 2008 portant à 6 MOIS les délais d'instruction des demandes d'autorisation d'exploiter d'un bien agricole à Sexey-les-Bois - Demande d'autorisation d'exploiter n°2531 | 286 |
| Extrait de la décision du 29 avril 2008 portant à 6 MOIS les délais d'instruction des demandes d'autorisation d'exploiter d'un bien agricole à Aingeray - Avrainville - Fontenoy-sur-Moselle - Francheville - Jaillon - Sexey-les-Bois - Velaine-en-Haye - Demande d'autorisation d'exploiter n°2513 | 286 |

| | |
|---|------------|
| Extrait de la décision du 29 avril 2008 portant à 6 MOIS les délais d'instruction des demandes d'autorisation d'exploiter d'un bien agricole à Aingeray - Sexey-les-Bois - Velaine-en-Haye - Demande d'autorisation d'exploiter n°2529 | 287 |
| Extrait de la décision du 29 avril 2008 portant à 6 MOIS les délais d'instruction des demandes d'autorisation d'exploiter d'un bien agricole à Sexey-les-Bois - Velaine-en-Haye - Demande d'autorisation d'exploiter n°2555 | 287 |
| Extrait de la décision du 25 avril 2008 portant à 6 MOIS les délais d'instruction des demandes d'autorisation d'exploiter d'un bien agricole à Parey-Saint-Cesaire - Houdreville - Autrey-sur-Madon - Houdelmont - Demande d'autorisation d'exploiter n°2500 | 287 |
| Extrait de la décision du 25 avril 2008 portant à 6 MOIS les délais d'instruction des demandes d'autorisation d'exploiter d'un bien agricole à Parey-Saint-Cesaire - Houdreville - Autrey Sur Madon - Houdelmont - Demande d'autorisation d'exploiter n°2532 | 287 |
| Extrait de la décision du 25 avril 2008 portant à 6 MOIS les délais d'instruction des demandes d'autorisation d'exploiter d'un bien agricole à Houdreville - Demande d'autorisation d'exploiter n°2451 | 287 |
| Service environnement - eau | 287 |
| Extrait de l'arrêté n° 54-2008-00034 du 6 mai 2008 portant opposition à déclaration au titre de l'article L 214-3 du code de l'environnement concernant la création d'un plan d'eau sur le territoire de la commune de Tanconville | 287 |
| Service forêt, chasse et milieux naturels | 288 |
| Décision du 13 mars 2008 de la commission départementale d'indemnisation des dégâts de gibier, dans sa formation spécialisée pour l'indemnisation des dégâts de gibier aux cultures et aux récoltes agricoles fixant pour la campagne 2008 la première partie du barème d'indemnisation des dégâts de gibier et désignant les estimateurs | 288 |
| Extrait de l'arrêté n° 2008/161 du 28 avril 2008 fixant les plans de chasse dans le département de Meurthe-et-Moselle pour la campagne 2008/2009 | 288 |
| Service ingénierie - eau | 288 |
| Extrait de l'arrêté n° SIE-05-2008/DDAF/001 du 13 mai 2008 portant établissement de servitudes sur fonds privés pour la pose de canalisations publiques d'assainissement sur le territoire de la commune de Villers-la-Montagne | 288 |
| DIRECTION DEPARTEMENTALE DES SERVICES VETERINAIRES | 288 |
| Service santé et protection animales | 288 |
| Extrait de l'arrêté n° 08.DDSV.051 du 24 avril 2008 attribuant un mandat sanitaire au docteur Mickaël BOUCQUELET, vétérinaire à Lunéville | 288 |
| Extrait de l'arrêté n° 08.DDSV.052 du 28 avril 2008 attribuant un mandat sanitaire au docteur Frédéric GANDAR, vétérinaire à Pange | 289 |
| DIRECTION DEPARTEMENTALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE | 289 |
| Arrêté du 6 mai 2008 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Claude ROQUE, directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Meurthe-et-Moselle, par intérim | 289 |
| DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'OFFICE NATIONAL DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE | 289 |
| Arrêté du 14 mai 2008 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Gérard PHILIPPON, directeur du service départemental de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre | 289 |
| DIRECTION DES ARCHIVES DEPARTEMENTALES | 289 |
| Arrêté du 15 mai 2008 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de Mme Hélène SAY, directrice des archives départementales | 289 |
| AUTRES SERVICES | 289 |
| RESEAU FERRE DE FRANCE | 289 |
| Extrait de la décision de déclassement du domaine public ferroviaire du 29 avril 2008 d'un terrain sis à Ville-en-Vermais (54) | 289 |
| AVIS ET COMMUNICATIONS | 290 |
| SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT | 290 |
| DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT | 290 |
| Service aménagement, risques et urbanisme | 290 |
| Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 15078 du 7 mai 2008 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Trieux | 290 |
| RECTORAT DE L'ACADEMIE DE NANCY-METZ | 290 |
| Extrait de l'arrêté de recrutement d'adjoints administratifs du 30 avril 2008 par voie du PACTE | 290 |
| AUTRES SERVICES | 290 |
| COUR NATIONALE DE LA TARIFICATION SANITAIRE ET SOCIALE | 290 |
| Extrait de la décision n° A 99.042 du 11 avril 2008 - Association Foyer du jeune ouvrier « Au Grand Sauvoy » c/ Préfet de la Meurthe-et-Moselle | 290 |
| CAISSE CENTRALE DE LA MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE | 290 |
| Extrait de la décision 08-06 du 9 avril 2008 relative à un traitement de données à caractère personnel concernant la transmission à l'INSEE de données administratives relatives aux familles bénéficiaires des prestations légales de la branche Famille au régime agricole | 290 |
| Extrait de la décision 08-09 du 22 avril 2008 relative à un traitement de données à caractère personnel concernant la transmission de données d'état civil des assurés MSA à l'AGIRC-ARRCO aux fins d'identification auprès de la CNAVTS | 290 |
| HÔPITAL LOCAL DE POMPEY/LAY-SAINT-CHRISTOPHE | 291 |
| Avis de concours sur titres du 13 mai 2008 pour le recrutement d'un(e) ergothérapeute | 291 |
| MATERNITE REGIONALE DE NANCY | 291 |
| Avis de concours externe sur titres du 6 mai 2008 de maître-ouvrier | 291 |
| Avis de concours sur titres du 6 mai 2008 d'ouvrier professionnel qualifié | 291 |

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

Cabinet du préfet
Bureau des affaires politiques

Extrait de l'arrêté du 18 mars 2008 fixant la composition des commissions d'examen des emplois réservés de 1ère et 2ème catégories pour l'année 2008 pour les anciens combattants et victimes de guerre

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : La composition des commissions d'examen des emplois réservés de 1^{ère} et 2^{ème} catégories est fixée ainsi qu'il suit pour l'année 2008.

MEMBRES TITULAIRES

Président :

- Mme BAILLY, proviseure du lycée Jeanne d'Arc à Nancy.

Membres :

- M. BECK, professeur de lettres au lycée Henri Poincaré à NANCY,
- M. LARSKI, professeur de lettres au lycée Henri Loritz à NANCY,
- Mme HENRY, professeure de lettres au collège Jacques Callot à VANDEUVRE,
- M. HUMMEL, professeur de mathématiques, retraité, 124 rue Mac Mahon à NANCY,
- Mme SALICETI, professeure de lettres, retraitée, 33 rue Isabey à NANCY,
- M. LARSKI, professeur de lettres au lycée Paul-Louis Cyfflé à NANCY,
- Mlle ROLLIN, professeure de secrétariat au lycée Paul Lapie à LUNÉVILLE,
- Mme AVOLA, professeure de secrétariat au lycée Paul-Louis Cyfflé à NANCY,
- Mme FRANTZ, professeure de mathématiques, retraitée, 53 boulevard de Hardeval - 54520 LAXOU,
- M. PERRY, chef de service administratif de 1^{ère} classe à la direction régionale des anciens combattants à METZ,
- Mme MARCHANDEAU Nicole, directrice interrégionale adjointe à la direction régionale des anciens combattants à NANCY,
- M. GREFF, expert vérificateur à la direction régionale des anciens combattants à METZ,
- Mme HUSSON Nicole, secrétaire administrative à la direction régionale des anciens combattants à NANCY,
- M. BRETTELLE Gilles, secrétaire administratif à la direction régionale des anciens combattants à NANCY,
- Mme GARANDET Marie-Louise, secrétaire administrative à la direction régionale des anciens combattants à METZ,
- M. DUVIVIER Georges, secrétaire administratif à la direction régionale des anciens combattants à METZ,
- Mlle JOB Françoise, secrétaire administrative à la direction régionale des anciens combattants à METZ,
- Mme ROHR Joëlle, secrétaire administrative à la direction régionale des anciens combattants à METZ,
- M. le lieutenant-colonel CAULE, représentant les militaires, 128 allée des Acacias - 54200 ÉCROUVES,
- M. le commandant SAUMIER, représentant les militaires, 43 rue du Château - 54840 GONDREVILLE,
- M. SCHAMBERGER, représentant les pensionnés de guerre, 7 rue Rameau, le Rond Chêne - 54460 LIVERDUN.

MEMBRES SUPPLÉANTS

Présidente :

- Mme MITJANS, proviseure du lycée Arthur Varoquaux à Tomblaine.

Membres :

- Mme PIERRON, professeure de lettres au lycée Jeanne d'Arc à NANCY,
- Mme DOSSOT, professeure de lettres au lycée Henri Loritz à NANCY,
- M. BECAM, professeur de mathématiques au lycée Marie Marvingt à TOMBLAINE,
- Mme CHARDON, professeure de secrétariat au lycée Camille Claudel à TOUL,
- Mme CHAMPAGNE, professeure de secrétariat au lycée La Tournelle à PONT-ST-VINCENT,
- Mme CARON, professeure de secrétariat au lycée Marie Marvingt à TOMBLAINE,
- Mme VADIN, professeure de secrétariat, retraitée, 8 square Romain Rolland 54850 MÉRÉVILLE,
- Mme PAWUTIAK, professeure de secrétariat au lycée Sainte-Élisabeth à NANCY,
- Mme ALONSO, professeure de secrétariat au lycée Paul-Louis Cyfflé à NANCY,
- Mme BIASOLI, directrice interrégionale adjointe à la direction régionale des anciens combattants à METZ,
- M. CARPENTIER, secrétaire administratif à la direction régionale des anciens combattants à METZ,
- Mme LUTZ Huguette, secrétaire administrative à la direction régionale des anciens combattants à METZ,
- Mme MARTIN, secrétaire administrative à la direction régionale des anciens combattants à METZ,
- Mme MARTINEZ Danièle, secrétaire administrative à la direction régionale des anciens combattants à METZ,
- Mme SORGIUS Evelyne, secrétaire administrative à la direction régionale des anciens combattants à METZ,
- Mme SCHANG, secrétaire administrative à la direction régionale des anciens combattants à METZ,

- Mme ORDENER, secrétaire administrative à la direction régionale des anciens combattants à METZ,
- M. le commandant MAHIEU, représentant les militaires, 10 ruelle des Capucins - 88130 CHARMES,
- M. le capitaine honoraire MATHIS, représentant les militaires, 72 rue Jeanne d'Arc à NANCY

Art. 2 : Le directeur de cabinet du préfet et le directeur régional de la direction interdépartementale des anciens combattants et victimes de guerre de Lorraine Champagne Ardenne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 18 mars 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet, directeur du cabinet,
Jacques RANCHÈRE

Extrait de l'arrêté du 28 avril 2008 portant attribution de la médaille de la famille - promotion "fête des mères 2008"

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : La médaille de la famille est décernée aux mères de famille dont les noms suivent, afin de rendre hommage à leurs mérites et leur témoigner la reconnaissance de la nation.

ALLAMONT

- médaille de bronze : Madame Marie-Martine DISEURS

ANCERVILLER

- médaille de bronze : Madame Véronique COLIN, Madame Régine MAGRON, Madame Fabienne VIGNERON

AUBOUÉ

- médaille de bronze : Madame Fabienne DEGROS

- médaille d'argent : Madame Yakout BENHEBRI

- médaille d'or : Madame Mauricette CLERC

BERTRAMBOIS

- médaille d'or : Madame Régine VIVIER

BLAINVILLE-SUR-L'EAU

- médaille de bronze : Madame Marie-France DELAMARRE

CHAMPIGNEULLES

- médaille d'argent : Madame Martine LANG

ECROUVES

- médaille de bronze : Madame Faouzia BENYAHIA

ESSEY-LES-NANCY

- médaille de bronze : Madame Aïcha BOUNSIR, Madame Phouvieng PHONSAY

FONTENOY-SUR-MOSELLE

- médaille de bronze : Madame Pierrette HABERT

- médaille d'argent : Madame Lucie DORR

HERSERANGE

- médaille de bronze : Madame Josiane KADOK, Madame Marie-Claude MAZZUCOTELLI

- médaille d'or : Madame Ginette GARANDET

JARNY

- médaille de bronze : Madame Sabina FRATCZAK, Madame Caterina CARDINALE

JARVILLE

- médaille d'or : Madame Catherine DIZEK

JOEUF

- médaille d'argent : Madame Odette MRNKA

LANEUVILLE-DEVANT-NANCY

- médaille de bronze : Madame Irène SOUAILLAT

LAY-SAINT-CHRISTOPHE

- médaille de bronze : Madame Christine RICQ

LAXOU

- médaille d'argent : Madame Marie-Odile LEIRITZ

LIVERDUN

- médaille de bronze : Madame Martine JULIARD

LONGWY

- médaille de bronze : Madame Bernadette HELVAS

LONGUYON

- médaille de bronze : Madame Simone CHARLES

- médaille d'or : Madame Huguette LOCATELLI

LUNÉVILLE

- médaille de bronze : Madame Sabine MALGRAS, Madame Odette FERRY, Madame Marie-Antoinette GALLAIS

MAIDIÈRES

- médaille d'or : Madame Arlette BACCHETTA

MERCY-LE-BAS

- médaille de bronze : Madame Jeannine CLESSE, Madame Marie-Hélène CRUCIANI, Madame Milagros MUNOZ

MOINEVILLE

- médaille de bronze : Madame Catherine BOUNAAS

MONTAUVILLE

- médaille d'or : Madame Lucienne FERRY

MONT-SUR-MEURTHE

- médaille de bronze : Madame Anne-Marie SCHLOSSER

NANCY

- médaille de bronze : Madame Alix DE BAZELAIRE, Madame Anne-Chantal DE LA GRAVIERE, Madame Nicole DUREUX, Madame Françoise HUTIN, Madame Anne-Hélène LATOURNERIE, Madame Marie-Christine LHOE, Madame Maria-Carla DE MELO, Madame Sabine BOUQUILLON, Madame Marie-Thérèse MILLOT

- médaille d'argent : Madame Isabelle BESANCON
 - médaille d'or : Madame Marie-Christine LEJEUNE ONVILLE
 - médaille de bronze : Madame Elizabeth MALAISE PUXE
 - médaille de bronze : Madame Patricia CUMINETTI REPAIX
 - médaille de bronze : Madame Christiane FABRE, Madame Inès KIPPEURT, Madame Evelyne SCHAEFFER
 - médaille d'argent : Madame Marie-Josèphe ACCAULT SAINT-NICOLAS-DE-PORT
 - médaille d'argent : Madame Léocadie WENCK SERROUVILLE
 - médaille d'or : Madame Carmen DAEMGEN THIIVILLE-SUR-MEURTHE
 - médaille de bronze : Madame Danièle BERNARD, Madame Annie BURGAN, Madame Catherine MICHEL VELAINE-EN-HAYE
 - médaille de bronze : Madame Jocelyne CHARBONNEL, Madame Michèle LLEBOT, Madame Marie MALET, Madame Catherine SOLFIN
 - médaille d'or : Madame Suzanne NOEL VILLERS-LA-MONTAGNE
 - médaille de bronze : Madame Marie-Rose BONETTI, Madame Blandine PATYS, Madame Evelyne PIERRON, Madame Evelyne RICHY, Madame Evelyne SCHOCKERT VILLERS-LES-NANCY
 - médaille de bronze : Madame Bernadette BRUDER, Madame Madeleine DIERGUERTNER
 - médaille d'argent : Madame Khadija KATTAN

Art. 2 : Le sous-préfet, directeur de cabinet, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.
 Nancy, le 28 avril 2008

Le préfet,
 Hugues PARANT

Direction du développement durable et des politiques interministérielles
Bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement

Extrait de l'arrêté du 16 avril 2008 prescrivant l'opposabilité immédiate du projet de plan de prévention des risques miniers sur le territoire de la commune de Jarny

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu les études de modélisation de l'aléa minier présentées en conseil scientifique de la CIAM, le 21 mars 2002 ;
 Considérant que ces études mettent en évidence l'existence des risques pour la sécurité des personnes et des biens, la nécessité de maîtriser et réglementer les possibilités d'urbanisation ;
 Considérant que l'existence d'importants projets de développement dans la proche région et le niveau élevé des contraintes subies par les communes rendent urgente l'entrée en vigueur du plan de prévention des risques ;

ARRETE

Art. 1^{er} : L'application immédiate, de toutes les dispositions du projet de plan de prévention des risques miniers (P.P.R.M), est prescrite sur le territoire de la commune de Jarny.

Le règlement et ses annexes, et les plans des zones concernées, figurent en annexe du présent arrêté.

Art. 2 : Les risques pris en compte au titre du présent projet de P.P.R.M sont ceux de mouvements de terrains en surface et notamment : affaissements progressifs, effondrements brutaux, fontis et mouvements résiduels.

Art. 3 : Les dispositions du projet de PPRM cessent d'être opposables si elles ne sont pas reprises dans le plan approuvé ou si le plan n'est pas approuvé dans un délai de trois ans.

Art. 4 : Le présent arrêté sera notifié au maire de la commune concernée, Il sera affiché dans la mairie concernée pendant au moins un mois.

Il sera en outre publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Briey, le directeur départemental de l'équipement, le directeur régional de l'industrie de la recherche et de l'environnement, le maire de la commune concernée sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.
 Nancy, le 16 avril 2008

Pour le préfet et par délégation,
 Le secrétaire général,
 Jean-Michel MOUGARD

Le règlement et ses annexes, et les plans des zones concernées sont tenus à la disposition du public à la préfecture, à la sous-préfecture de Briey, à la direction départementale de l'équipement et à la mairie.

Extrait de l'arrêté du 16 avril 2008 prescrivant l'opposabilité immédiate du projet de plan de prévention des risques miniers sur le territoire de la commune de Joëuf

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu les études de modélisation de l'aléa minier présentées en conseil scientifique de la CIAM, le 21 mars 2002 ;
 Considérant que ces études mettent en évidence l'existence des risques pour la sécurité des personnes et des biens, la nécessité de maîtriser et réglementer les possibilités d'urbanisation ;
 Considérant que l'existence d'importants projets de développement dans la proche région et le niveau élevé des contraintes subies par les communes

rendent urgente l'entrée en vigueur du plan de prévention des risques ;

ARRETE

Art. 1^{er} : L'application immédiate, de toutes les dispositions du projet de plan de prévention des risques miniers (P.P.R.M), est prescrite sur le territoire de la commune de Joëuf.

Le règlement et ses annexes, et les plans des zones concernées, figurent en annexe du présent arrêté.

Art. 2 : Les risques pris en compte au titre du présent projet de P.P.R.M sont ceux de mouvements de terrains en surface et notamment : affaissements progressifs, effondrements brutaux, fontis et mouvements résiduels.

Art. 3 : L'arrêté préfectoral du 06 juin 2005 prescrivant l'application immédiate du projet de plan de prévention des risques miniers sur le territoire des communes de Auboué, Briey, Homécourt, Joëuf, Moineville, Moutiers et Valleroy, devenu sans objet, est abrogé.

Art. 4 : Les dispositions du projet de PPRM cessent d'être opposables si elles ne sont pas reprises dans le plan approuvé ou si le plan n'est pas approuvé dans un délai de trois ans.

Art. 5 : Le présent arrêté sera notifié au maire de la commune concernée, Il sera affiché dans la mairie concernée pendant au moins un mois.

Il sera en outre publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Art. 6 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Briey, le directeur départemental de l'équipement, le directeur régional de l'industrie de la recherche et de l'environnement, le maire de la commune concernée sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 16 avril 2008

Pour le préfet et par délégation,
 Le secrétaire général,
 Jean-Michel MOUGARD

Le règlement et ses annexes, et les plans des zones concernées sont tenus à la disposition du public à la préfecture, à la sous-préfecture de Briey, à la direction départementale de l'équipement et à la mairie.

Extrait de l'arrêté du 30 avril 2008 modifiant le règlement d'eau de la centrale hydroélectrique réaménagée de « Moulinbois » à Bainville-sur-Madon

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Objet de la demande

Le délai d'exécution des travaux mentionné à l'article 16 de l'arrêté préfectoral du 25 juillet 2005 actualisant le règlement d'eau de la centrale hydroélectrique réaménagée de « Moulinbois » à Bainville-sur-Madon qui était de deux ans à compter de la notification de l'arrêté est prorogé jusqu'à la date du 31 décembre 2009 ;

Art. 2 : Voies de recours

Le présent arrêté ne peut être déféré qu'auprès du tribunal administratif. Le délai de recours est de 2 mois pour le pétitionnaire à compter de la notification et de 4 ans pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage (article L214-10 du Code de l'Environnement)

Art. 3 : Publication et exécution

Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt et le Maire de la commune de Bainville-sur-Madon sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au permissionnaire, publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle et affiché en mairie de Bainville-sur-Madon.

Il sera également mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture.

Copie en sera adressée au service chargé de l'électricité et au chef du Service Départemental de l'ONEMA.

Une copie sera affichée en permanence de façon visible dans l'installation, par les soins du permissionnaire.

Nancy, le 30 avril 2008

Pour le préfet et par délégation,
 Le secrétaire général,
 Jean-Michel MOUGARD

Bureau de la solidarité, de la cohésion sociale et du développement économique

Extrait de l'arrêté du 13 mai 2008 portant composition de la commission départementale de conciliation en matière de baux d'immeubles ou locaux à usage commercial, industriel ou artisanal

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Les arrêtés préfectoraux des 3 mai 2004, 11 mai et 3 août 2005 susvisés sont abrogés.

Art. 2 : La commission départementale de conciliation en matière de baux d'immeuble ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal est composée comme suit :

a) Représentants des bailleurs

- membres titulaires

. M. Roger MATHIOT

SOLORENOV

3, rue Guerrier de Dumast

54000 NANCY

. M. Michel SANNER

Administrateur à la chambre syndicale des propriétaires et des copropriétaires

5-7, rue Saint Georges

54000 NANCY

- membres suppléants
 - . M. Etienne DEMARQUE
Directeur général Nancy Toy's
Avenue de Saulxures
54270 ESSEY-LES-NANCY
 - . M. Jean-Pierre JACQUOT
Maître artisan boucher
2, rue Bonardel
54210 SAINT-NICOLAS-DE-PORTY
- b) Représentants des locataires
 - membres titulaires
 - . M. Jean Marie BENOIT
Artisan garagiste
17, route de Frouard
54250 CHAMPIGNEULLES
 - . M. Sylvain CUNY
Président de Venturini Menuiseries
BP 70059
54272 SAULXURES-LES-NANCY cedex
 - membres suppléants
 - . M. Daniel ESCHENBRUMER
650 rue du Puisot
54230 NEUVES MAISONS
 - . M. Jean-Jacques CLERC
Artisan menuisier
8 allée du Pré Ory
54425 PULNOY
- c) Personnes qualifiées
 - membre titulaire
 - . M. Etienne BLOCH
Conseiller Honoraire
Clos de Médreville – bât. 9
53, rue de Laxou
54000 NANCY
 - membre suppléant
 - . M. Jacques HARDY
Vice-Président honoraire
9, rue de Villey le Sec
54600 VILLERS LES NANCY

Art. 3 : La durée du mandat des membres titulaires et suppléants de la commission départementale de conciliation en matière de baux d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal est fixée à trois ans.

Art. 4 : La commission est présidée par M. Etienne BLOCH, membre désigné au titre des personnes qualifiées.

Art. 5 : Le secrétariat de la commission est assuré par la direction départementale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes. Il s'assure de l'application des dispositions réglementaires définies par les textes susvisés.

Art. 6 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à chacun des membres de la commission.

Nancy, le 13 mai 2008

Pour le préfet et par délégation,

Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Bureau du management stratégique des services de l'État et des affaires financières

Arrêté de délégation de signature du 7 mai 2008 de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à Monsieur Claude ROQUE, directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Meurthe-et-Moselle, par intérim

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances, modifiée par la loi organique n° 2005-779 du 12 juillet 2005 ;

Vu la loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances sur l'Etat, les départements, les communes et les établissements publics, modifiée par le décret n° 98-81 du 11 février 1998 et par la loi n° 99-209 du 19 mars 1999 ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans la région et dans les départements ;

Vu le décret 2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'Etat, ensemble les arrêtés des 29 décembre 2005 et 26 janvier 2006 de M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie portant application de l'article 15 du décret susvisé ;

Vu le décret n° 2006-975 du 1^{er} août 2006 portant code des marchés publics et notamment ses articles 2, 7, 21, 27 et 28 ;

Vu le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 18 juillet 2007 nommant Monsieur Hugues PARANT préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu les arrêtés interministériels des 21 décembre 1982 et 27 décembre 1983, portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des

ordonnateurs secondaires et de leurs délégués pour l'exécution du budget des affaires sociales et de la solidarité nationale, du travail, de la santé et de l'emploi ;

Vu l'arrêté ministériel du 16 février 2008 portant nomination de Monsieur Claude ROQUE en qualité de directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Meurthe-et-Moselle, par intérim, à compter du 1^{er} avril 2008 ;

Vu le règlement départemental du 3 octobre 2006 fixant les niveaux d'évaluation des besoins et les modalités de mise en concurrence pour les marchés sur procédure adaptée applicable à l'ensemble des marchés passés dans le département par les ordonnateurs secondaires délégués et les gestionnaires des crédits ordonnancés par mes soins ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture.

ARRETE

DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE

Art. 1^{er} : Délégation de signature est accordée à Monsieur Claude ROQUE, directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Meurthe-et-Moselle par intérim à l'effet de procéder à la liquidation, à l'engagement et au mandatement des dépenses imputées sur le budget Emploi, cohésion sociale et logement (Code 36) au titre des programmes suivants :

- Programme 102 (Chapitre 0102) Accès et retour à l'emploi
- Programme 103 (Chapitre 0103) Accompagnement des mutations économiques, sociales et démographiques
- Programme 111 (Chapitre 0111) Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail
- Programme 155 (Chapitre 0155) Gestion et évaluation des politiques d'emploi et de travail

ainsi qu'à la liquidation et à l'émission des titres de recettes exécutoires en application du décret susvisé du 29 décembre 1962 (modifié), en ce qui concerne les programmes précités.

Art. 2 : Délégation de signature est également donnée à Monsieur le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Meurthe-et-Moselle par intérim pour opposer la prescription quadriennale aux créances sur l'Etat intéressant les dépenses visées à l'article précédent, ainsi que pour relever, après avis du comptable, les créanciers de l'Etat de la prescription quadriennale.

Art. 3 : La présente délégation ne concerne ni les éventuels ordres de réquisition du comptable public, ni les éventuelles propositions de passer outre aux avis défavorables du trésorier-payeur général, qui restent soumis à ma signature.

Art. 4 : Monsieur le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Meurthe-et-Moselle par intérim peut, sous sa responsabilité, subdéléguer sa signature dans les conditions fixées par les arrêtés interministériels portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués.

Art. 5 : La signature des agents habilités dans les conditions prévues à l'article précédent est accréditée auprès de M. le trésorier-payeur général.

DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE ET DE LA PERSONNE EXERCANT LE POUVOIR ADJUDICATEUR EN MATIERE DE MARCHES PUBLICS

Art. 6 : Délégation de signature est accordée à Monsieur Claude ROQUE, directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle par intérim, à l'effet d'exercer en mon nom la fonction de personne représentant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés dont la dépense est imputée sur les chapitres budgétaires visés à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Cette délégation est limitée aux marchés dont le montant hors taxes est inférieur aux seuils prévus pour la publication d'un avis de pré information à l'office des publications de l'union européenne, soit actuellement 750 000 € pour les marchés de fournitures et services et 5 150 000 € pour les marchés de travaux.

Elle s'applique à toutes les pièces nécessaires à la procédure de passation du marché.

Au delà de ces seuils, délégation de signature est accordée à Monsieur le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle par intérim pour me représenter et signer toutes pièces nécessaires à la passation du marché, à l'exception du choix du ou des titulaires et de la signature des pièces constitutives du marché visées à l'article 11 du code des marchés publics.

Art. 7 : Cette délégation ne concerne pas les arrêtés portant composition des commissions d'appel d'offres qui restent soumis à ma signature.

Art. 8 : Délégation de signature est également accordée à Monsieur le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle par intérim à l'effet d'engager les procédures d'adhésion à des marchés nationaux, à des conventions de prix ou à des groupements d'achats dans la limite des seuils prévus à l'article précédent. Au-delà de ces seuils les actes d'engagement ou d'adhésion à des marchés nationaux ou conventions de prix restent soumis à ma signature.

Art. 9 : Monsieur le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle par intérim m'adressera, préalablement à l'envoi à la publication, copie du projet d'avis d'appel public à la concurrence concernant les marchés supérieurs à 90 000 € en matière de fournitures et services et à 206 000 € en matière de travaux. L'envoi effectif à la publication sera subordonné à mon visa préalable.

Art. 10 : En matière de marchés publics pour lesquels il assume la fonction de représentant du pouvoir adjudicateur en application de l'article 2 du présent arrêté, et hormis le cas des marchés passés sur procédure adaptée tels qu'ils sont prévus à l'article 28 du code des marchés publics, Monsieur le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle par intérim peut se faire représenter, sauf en ce qui concerne le choix de

l'attributaire et la signature des pièces du marché telles que définies à l'article 11 du code des marchés publics, et de ses avenants, qui restent soumis à sa signature.

En ce qui concerne le cas des marchés sur procédure adaptée, Monsieur le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle par intérim peut subdéléguer sa signature à un ou plusieurs collaborateurs, y compris pour le choix du titulaire et la signature du marché.

Art. 11 : Le présent arrêté ne s'applique pas aux marchés mutualisés qui relèvent de ma compétence en ce qui concerne les besoins en matière de fournitures de bureau, de fourniture de papiers courants, de fourniture de papiers spéciaux, de fourniture de consommables informatiques, de matériel informatique, de matériel de reprographie et de nettoyage des locaux.

Art. 12 : L'arrêté du 20 août 2007 portant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à Mme Marie VIGIER directrice départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle est abrogé.

Art. 13 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Meurthe-et-Moselle par intérim, et le trésorier-payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 7 mai 2008

Le préfet,
Hugues PARANT

Sous-préfecture de Lunéville

Extrait de l'arrêté du 21 avril 2008 portant dissolution du syndicat intercommunal scolaire de Blainville

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Constatant que les conditions de majorité sont remplies ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Le Syndicat Intercommunal Scolaire de Blainville est dissous.

Art. 2 : Le sous-préfet de Lunéville et le président du syndicat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Lunéville, le 21 avril 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet,
Philippe SAFFREY

DELAIS et VOIES de RECOURS : le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

Agence régionale d'hospitalisation de Lorraine

Extrait de la délibération n° 24/08 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 15 avril 2008 délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115.4 du code de la santé publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au journal officiel du 10 janvier 1997

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

DECIDE

D'approuver les clauses de l'avenant n°2 au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens conclu avec l'hôpital de Freyming Merlebach à Freyming-Merlebach, relatif à la reconnaissance tarifaire de l'activité de soins intensifs neurovasculaire.

D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et du département de la Moselle.

Nancy, le 15 avril 2008

Le président de la commission exécutive,
Jean-Yves GRALL

Service actions et établissements de santé

Extrait de l'arrêté n° 13 du 7 mai 2008 fixant la composition du Conseil d'Administration de l'Hôpital Local Intercommunal 3H SANTE

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : La composition du Conseil d'Administration de l'Hôpital Local Intercommunal 3H SANTE est fixée comme suit :

- 1 Cinq représentants des Communes concernées
Monsieur René ACREMENT, Conseiller Municipal de CIREY-SUR-VEZOUZE (fin du mandat en mars 2014),
Monsieur Jean-Pierre LATZER, Conseiller Municipal de CIREY-SUR-VEZOUZE (fin du mandat en mars 2014),
Monsieur Jean-Marc VILLA, Adjoint au Maire de BLAMONT (fin du mandat en mars 2014),
Monsieur Olivier BAPTISTE, Conseiller Municipal de BLAMONT (fin du mandat en mars 2014),
Monsieur Michel LAURENT, Conseiller Municipal de BADONVILLER (fin du mandat en mars 2014).
- 2 Un représentant du département désigné par le Conseil Général

Madame Josiane TALLOTTE, Conseillère Générale de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mars 2014).

- 3 Le Président de la CME
Monsieur le Docteur Jean-Michel MATHIAS, Médecin (fin du mandat en décembre 2011).
- 4 Deux autres membres de la CME
Monsieur Jean-Sébastien TRESCHER, Vice-Président de la CME, Pharmacien (fin du mandat en décembre 2011),
Monsieur le Docteur Yves KENNEL, Médecin (fin du mandat en décembre 2011).
- 5 Un membre de la Commission de Soins Infirmiers, de Rééducation et Médico-techniques
Mademoiselle Monique MILLER, Cadre Supérieur de Santé (fin du mandat en janvier 2009).
- 6 Deux représentants des personnels titulaires relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires
Madame Angélique KAUTZ, représentante du Syndicat FO (fin de mandat en décembre 2011),
Madame Muriel ADRIAN, représentante du Syndicat CGT (fin de mandat en décembre 2011).
- 7 Trois personnes qualifiées dont un médecin non hospitalier n'exerçant pas dans l'établissement et un représentant non hospitalier des professions paramédicales
Monsieur Bernard MULLER, Maire de Badonviller (fin du mandat en mai 2011),
Madame Danièle TEPINIER, Infirmière (fin du mandat en mai 2011),
Monsieur le Docteur René THOMAS, Médecin non hospitalier en retraite (fin du mandat en mai 2011).
- 8 Trois représentants des usagers
Madame Marie-Hélène CAMAILLE, représentant "Familles Rurales" (fin du mandat en janvier 2010),
Madame Jacqueline THIERY, Présidente du Service de Soins des 4 cantons ADMR, représentant l'ADMR (fin du mandat en mai 2008),
Monsieur André CHATELAIN, représentant l'UDAF de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mai 2008).
- 9 Un représentant des familles des personnes accueillies en Unité de Soins de Longue Durée
Représentant des familles en attente de désignation.

Art. 2 : Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté ARH n° 12 du 6 Mars 2008.

Art. 3 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de l'Hôpital Local Intercommunal 3H SANTE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 7 mai 2008

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,

La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

Extrait de l'arrêté n° 17 du 5 mai 2008 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre de Moyen Séjour de Faulx

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : La composition du Conseil d'Administration du Centre de Moyen Séjour de FAULX est fixée comme suit :

- 1 Le Président du Conseil d'Administration
En attente de désignation par le prochain Conseil d'Administration du Centre de Moyen Séjour de FAULX
- 2 Six représentants du Conseil Général
Monsieur Bernard LECLERC, Conseiller Général de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mars 2014),
Monsieur Yvon BISTON, Conseiller Général de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mars 2014),
Monsieur Noël GUERARD, Conseiller Général de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mars 2011),
Monsieur Olivier JACQUIN, Vice-Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mars 2011),
Monsieur Gérard ROYER, Conseiller Général de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mars 2011),
Monsieur Jean-Marie ULLRICH, Vice-Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mars 2014).
- 3 Un représentant de la commune siège désigné par le Conseil Municipal
Monsieur Jean-Pierre CARRIERE, Maire de FAULX (fin du mandat en mars 2014).
- 4 Le Président de la CME
Monsieur le Docteur Régis MALINGREY (fin du mandat en mai 2010).
- 5 Deux autres membres de la CME
Madame Christine SCHIRMEYER-BIGEARD, Pharmacienne (fin du mandat en mai 2010),
En attente de désignation d'un autre membre de la Commission Médicale d'Etablissement.
- 6 Un membre de la Commission de Soins Infirmiers, de Rééducation et Médico-techniques
Madame Maria LAPOINTE, Aide-soignante (fin du mandat en décembre 2010).

- 7 Deux représentants des personnels titulaires relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires
Monsieur Jean-Marc LAPOINTE, Agent de maîtrise, représentant du Syndicat FO (fin du mandat le 31 décembre 2010),
Monsieur Rémi DONNOT, Aide-soignant, représentant du Syndicat CFDT (fin du mandat le 31 décembre 2010).
- 8 Trois personnes qualifiées dont un médecin non hospitalier n'exerçant pas dans l'établissement et un représentant non hospitalier des professions paramédicales
Madame Marie-José DOLCI, représentant le PAIS du Val de Lorraine (fin du mandat en janvier 2010),
Monsieur le Docteur Eric MAGNE, Médecin (fin du mandat en novembre 2008),
Madame Silvia CHAPTAL, Infirmière Libérale (fin du mandat en octobre 2010).
- 9 Trois représentants des usagers
Représentant des usagers en attente de nomination,
Représentant des usagers en attente de nomination,
Représentant des usagers en attente de nomination.

Art. 2 : Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté ARH n° 16 du 6 Mars 2008.

Art. 3 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur du Centre de Moyen Séjour de FAULX sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 5 mai 2008

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,

La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

Extrait de l'arrêté n° 19 du 7 mai 2008 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier de Toul

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : La composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier de TOUL est fixée comme suit :

- 1 Le Maire de la commune - Président de droit du Conseil d'administration
Madame Lucette LALEVEE, Adjointe au Maire de TOUL (fin du mandat en mars 2014).
- 2 Trois représentants du Conseil Municipal
Monsieur Gérard HOWALD, Adjoint au Maire de TOUL (fin du mandat en mars 2014),
Madame Lydie LE PIOUFF, Conseillère Municipale de TOUL (fin du mandat en mars 2014),
Monsieur Alain ANSTETT, Conseiller Municipal de TOUL (fin du mandat en mars 2014).
- 3 Deux représentants de deux autres communes de la région désignés par le Conseil Municipal de la commune intéressée
Madame Pâquerette TROUSSON, Adjointe au Maire d'ECROUVES (fin du mandat en mars 2014),
Monsieur Julien HEZARD, Conseiller Municipal de FOUG (fin du mandat en mars 2014).
- 4 Un représentant du Conseil Général
Madame Michèle PILOT, Conseillère Générale de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mars 2014).
- 5 Un représentant du Conseil Régional
Madame Annie VILLA, Conseillère Régionale de Lorraine (fin du mandat en mars 2010).
- 6 Le Président de la Commission Médicale d'Etablissement et le Vice-Président de la Commission Médicale d'Etablissement (facultatif)
Madame le Docteur Christine DETOUL, Présidente (fin du mandat en mars 2010),
Madame le Docteur Marie-Catherine FROSSARD, Vice-Présidente (fin du mandat en mars 2010).
- 7 Deux autres membres de la Commission Médicale d'Etablissement
Madame BARDIN (fin du mandat en mars 2010),
Madame le Docteur CHARPENTIER (fin du mandat en mars 2010).
- 8 Un membre de la Commission de Soins Infirmiers, de Rééducation et Médico-techniques
Madame Evelyne MELAT, Aide-soignante (fin du mandat en décembre 2010).
- 9 Trois représentants des personnels titulaires relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires
Madame Marianne PIERSON, Aide-soignante, représentant le Syndicat CFDT (fin du mandat le 31 décembre 2011),
Madame Angèle RICO, Infirmière, représentant le Syndicat CFDT (fin du mandat le 31 décembre 2011),
Madame Sylvie BERNARD, Aide-soignante, représentant le Syndicat CFDT (fin du mandat le 31 décembre 2011).
- 10 Trois personnes qualifiées dont un médecin non hospitalier n'exerçant pas dans l'établissement et un représentant non hospitalier des professions paramédicales
Madame Colette DE NARDO, personne qualifiée (fin du mandat en mai 2010),

Monsieur le Docteur Bernard LAUER, Médecin non hospitalier (fin du mandat en mai 2009),
Monsieur Didier HENRY, Infirmier Libéral (fin du mandat en mai 2009).

- 11 Trois représentants des usagers
Madame Denise ALLAIT, représentant l'Association "Pour le Droit de Mourir dans la Dignité" (fin du mandat en janvier 2011),
Monsieur Daniel D'HIVER, Président de l'UDAF de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mai 2010),
Monsieur Maurice JORROT, représentant le Centre Technique Régional de la Consommation (fin du mandat en janvier 2011).
- 12 Un représentant des familles des personnes accueillies en Unités de Soins de Longue Durée
Représentant des familles en attente de désignation.

Art. 2 : Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté ARH n° 18 du 29 Février 2008.

Art. 3 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur du Centre Hospitalier de TOUL sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 7 mai 2008

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,

La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

Extrait de l'arrêté n° 26 du 5 mai 2008 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre Psychothérapique de Nancy-Laxou

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : La composition du Conseil d'Administration du Centre Psychothérapique de NANCY-LAXOU est fixée comme suit :

- 1 Le Président du Conseil d'administration
En attente de désignation par le prochain Conseil d'Administration du Centre Psychothérapique de NANCY-LAXOU.
- 2 Six représentants du Conseil Général
Monsieur Yves WILLER, Maire de MONT-SUR-MEURTHE, Conseiller Général de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mars 2014) ;
Madame Dominique OLIVIER, Conseillère Générale de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mars 2011),
Madame Michèle PILOT, Maire de FOUG, Vice-Présidente du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mars 2014),
Monsieur André BARBIER, Conseiller Général de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mars 2011),
Monsieur Pierre BAUMANN, Conseiller Général de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mars 2014),
Monsieur Serge DE CARLI, Maire de MONT SAINT MARTIN, Conseiller Général de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mars 2014).
- 3 Un représentant de la commune siège désigné par le Conseil Municipal
Monsieur Jean-Pierre REICHHART, représentant la Ville de LAXOU, Conseiller Général de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mars 2014).
- 4 Un représentant du Conseil Régional
Madame Claudine BARTHELEMY, Conseillère Régionale de Lorraine (fin du mandat en mars 2010).
- 5 Le Président de la CME
Monsieur le Docteur Jean-Pascal PAREJA, Président, Praticien Hospitalier (fin du mandat en mars 2011)
- 6 Trois autres membres de la CME
Madame le Docteur Martine ATTIA, Praticien Hospitalier (fin du mandat en mars 2011),
Monsieur le Docteur Bernard KABUTH, Praticien Hospitalier (fin du mandat en mars 2011),
Monsieur le Docteur Bernard NORROY, Praticien Hospitalier (fin du mandat en mars 2011).
- 7 Un membre de la Commission de Soins Infirmiers, de Rééducation et Médico-techniques
Monsieur Pascal BACROIX, Cadre de Santé (fin du mandat en octobre 2010).
- 8 Trois représentants des personnels titulaires relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires
Monsieur Luc FERRETTI, représentant le syndicat CGT (fin du mandat le 31 décembre 2010),
Monsieur Michel COLLIN, Cadre de Santé, représentant le syndicat FO (fin du mandat le 31 décembre 2010),
Monsieur Claude ROMBACH, Infirmier, représentant le syndicat CFDT (fin du mandat le 31 décembre 2010).
- 9 Trois personnes qualifiées dont un médecin non hospitalier n'exerçant pas dans l'établissement et un représentant non hospitalier des professions paramédicales
Monsieur Henri BRUGIERE, Vice-Président de l'Association "La Soupe pour les Sans Abri" (fin du mandat en novembre 2010),
Monsieur Jean-Paul SCHLITTER, Médecin non hospitalier (fin du mandat en octobre 2010),
Madame Sidonie BAUDOT, Infirmière Libérale (fin du mandat en avril 2010).
- 10 Trois représentants des usagers

Monsieur André LOUP, représentant l'UNAFAM (Union Nationale des Amis et Familles de Malades Mentaux) (fin du mandat en mai 2012),
Monsieur Pascal HOULNE, Directeur Général de l'ARS (Accueil et Réinsertion Sociale) (fin du mandat en janvier 2013),
Monsieur Michel VIRION, Retraité, représentant l'AFTOC (Association Française des Personnes souffrant de Troubles Obsessionnels Compulsifs) (fin du mandat en décembre 2011).

Art. 2 : Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté ARH n° 25 du 28 Avril 2008.

Art. 3 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur du Centre Psychothérapique de NANCY-LAXOU sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 5 mai 2008

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,

La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

Direction régionale de la protection judiciaire de la jeunesse de la Lorraine Champagne Ardenne

Extrait de l'arrêté n° 2008 DISAS/ASE du 28 avril 2008 relatif aux prix de journée 2008 de la MECS enfants de l'association REALISE dont la tarification relève de la compétence conjointe Etat-Département

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Le président du conseil général

ARRETER

Art. 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2008, les recettes et les dépenses prévisionnelles de la Maison d'Enfants à Caractère Social de moins de 16 ans de l'association REALISE sont autorisées comme suit :

| | Groupes fonctionnels | Montants en Euros | Total en Euros |
|----------|---|-------------------|----------------|
| Dépenses | Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante | 630 000,00 | 5 192 727,83 |
| | Groupe II : Dépenses afférentes au personnel | 3 944 463,42 | |
| | Groupe III : Dépenses afférentes à la structure | 618 264,41 | |
| Recettes | Groupe I : Produits de la tarification | 5 212 021,91 | 5 222 891,91 |
| | Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation | 10 870,00 | |
| | Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables | | |

Art. 2 : Pour l'exercice budgétaire 2008, les prix de journée de la Maison d'Enfants à Caractère Social de moins de 16 ans sont fixés à 213.81 euros à compter du : 1^{er} mai 2008.

Art. 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis Immeuble Les Thiers 4 rue Piroux 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Art. 4 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement ou au service concerné.

Art. 5 : En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, le ou les tarifs fixés à l'article 2 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture et au recueil des actes administratifs du département Meurthe et Moselle.

Art. 6 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur régional de la protection judiciaire de la jeunesse de Lorraine Champagne Ardenne, le directeur général des services départementaux, le directeur de la direction de la solidarité et de l'action sociale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 28 avril 2008

Pour le préfet et par délégation,

Le secrétaire général,

Jean-Michel MOUGARD

Pour le président du conseil général
et par délégation,

Le vice président délégué à l'enfance,

Claude BLAQUE

Direction départementale des affaires sanitaires et sociales Service santé - environnement

Extrait de l'arrêté n° 380 du 25 avril 2008 portant modification de la liste des membres du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST)

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : L'article 1^{er} de l'arrêté susvisé du 19 septembre 2006 portant désignation des membres du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques est modifié comme suit :

2^{ème} groupe – Cinq représentants des collectivités territoriales :

- deux conseillers généraux, titulaires et suppléants,

Titulaires

Mme THOMAS Rachel
Conseillère Générale et Régionale

M. JACQUIN Olivier
Vice-président du Conseil Général

Suppléants

M. MANGIN René
Vice-président du Conseil Général

M. FLEURENTIN Philippe
Conseiller Général

- trois maires, titulaires et suppléants,

Titulaires

M. GUILLAUME Jean-François
Maire de VILLE-en-VERMOIS

M. SOUHAIT Guy
Maire de BLENOD-les-PAM

M. JACQUEMIN René
Maire de VILLECEY-sur-MAD

Suppléants

Mme COLAS Claudine
Maire de MANONVILLER

M. HUET Jean-Pierre
Maire de LIVERDUN

M. COLIN Claude
Maire de FROLOIS

3^{ème} groupe – Neuf représentants d'associations agréées de consommateurs, de pêche et de protection de l'environnement, des professionnels et des experts :

.....(inchangé)

- trois experts dont l'activité relève du domaine de compétence de la commission, à savoir :

un représentant titulaire de l'ordre des architectes de Meurthe-et-Moselle,

M. ROBIN Patrice en remplacement de M. LEDUC Patrice.

.....(inchangé)

Art. 2 : Le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs, et dont ampliation sera adressée aux intéressés ainsi qu'aux Sous-Préfets de BRIEY, LUNEVILLE et TOUL.

Nancy, le 25 avril 2008

Le préfet,

Hugues PARANT

Direction départementale de l'agriculture et de la forêt Service économie agricole et aménagement foncier

Extrait de la décision du 28 avril 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Saint-Boingt - Demande d'autorisation d'exploiter n°2525

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que la surface du bien cédé est supérieure à 18 ha, les rangs de priorité observés sont ceux de l'article 2B du Schéma Départemental des Structures,

Considérant que les tailles des deux exploitations en concurrence sont similaires entre elles et inférieures à 150 équivalents SCOP/UMO (86 et 122 UE/UMO) et que dans le cadre d'un agrandissement, les deux projets relèvent du même rang de priorité 6,

DECIDE

Art. 1^{er} : Monsieur MERCIER Daniel est autorisé à exploiter 13,48 ha (parcelles ZA 33- ZB 31 - ZC 07 - ZD 62 - ZE 32/53/61 à Saint Boingt) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur MERCIER Daniel.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur MERCIER Daniel, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - SAINT BOINGT pour affichage.

Nancy, le 28 avril 2008

Pour le préfet et par délégation,

Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 28 avril 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Badonviller - Demande d'autorisation d'exploiter n°2461

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que la surface du bien repris par M. L'HOTE est supérieure à 18 ha, les rangs de priorité observés sont ceux de l'article 2B du Schéma Départemental des Structures,

Considérant que la demande de Mme DURAND dont la motivation est l'agrandissement en vue de l'installation sans les aides de l'Etat de son fils, est moins prioritaire (priorité 5) que le projet de M. L'HOTE (priorité 1),

DECIDE

Art. 1^{er} : Madame DURAND Brigitte n'est pas autorisée à exploiter 5,43 ha (parcelles E137/138/139/142/143/349/350 à Badonviller) objets de la demande qu'elle a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Madame DURAND Brigitte, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - BADONVILLER pour affichage.

Nancy, le 28 avril 2008 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 28 avril 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Mont-Saint-Martin - Demande d'autorisation d'exploiter n°2486

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que la surface du bien demandé est inférieure à 18 ha, les rangs de priorité observés sont ceux de l'article 2A du Schéma Départemental des Structures,
Considérant que les deux demandes concernent des exploitations dont les tailles sont similaires et inférieures à 150 équivalents SCOP/UMO et qu'il n'y a pas lieu de les différencier sur ce point,
Considérant que les parcelles sont enclavées dans certains îlots de culture exploités par M. KORNIAC,
Considérant que le schéma des structures qui indique dans son article 1, qu'un des objectifs prioritaires du contrôle des structures est de favoriser l'aménagement ou le regroupement parcellaire des exploitations, rend la demande de M. KORNIAC prioritaire.

DECIDE

Art. 1^{er} : Monsieur KORNIAC Emmanuel est autorisé à exploiter 2,83 ha (parcelles AS 4/41/55 - AV 8 - AX 25/34 à Mont Saint Martin) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur KORNIAC Emmanuel.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur KORNIAC Emmanuel, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - MONT SAINT MARTIN pour affichage.

Nancy, le 28 avril 2008 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 28 avril 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Mont-Saint-Martin - Demande d'autorisation d'exploiter n°2505

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que la surface du bien demandé est inférieure à 18 ha, les rangs de priorité observés sont ceux de l'article 2A du Schéma Départemental des Structures,
Considérant que les deux demandes concernent des exploitations dont les tailles sont similaires et inférieures à 150 équivalents SCOP/UMO et qu'il n'y a pas lieu de les différencier sur ce point,
Considérant que les parcelles sont enclavées dans certains îlots de culture exploités par M. KORNIAC,
Considérant que le schéma des structures qui indique dans son article 1, qu'un des objectifs prioritaires du contrôle des structures est de favoriser l'aménagement ou le regroupement parcellaire des exploitations, rend la demande de M. KORNIAC prioritaire.

DECIDE

Art. 1^{er} : Monsieur HENRYON Ghislain n'est pas autorisé à exploiter 2,84 ha (parcelles AS 04/41/55- AV08- AX25/34 à Mont Saint Martin) objets de la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur HENRYON Ghislain, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - MONT SAINT MARTIN pour affichage.

Nancy, le 28 avril 2008 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 28 avril 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Doncourt-lès-Conflans - Demande d'autorisation d'exploiter n°2487

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que la surface du bien demandé est inférieure à 18 ha, les rangs de priorité observés sont ceux de l'article 2A du Schéma Départemental des Structures,

Considérant que les deux demandes motivées respectivement par un agrandissement et par un agrandissement en vue d'une installation aidée, d'exploitations dont les tailles sont inférieures à 150 équivalents SCOP/UMO relèvent de la même priorité 1,

DECIDE

Art. 1^{er} : L'EARL de BUTRICOURT composée de Monsieur KOCH Etienne est autorisée à exploiter 16,36 ha (parcelle ZL 25 à Doncourt les Conflans) conformément à la demande qu'elle a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL de BUTRICOURT (Monsieur KOCH Etienne).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur KOCH Etienne, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - DONCOURT LES CONFLANS pour affichage.

Nancy, le 28 avril 2008 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 28 avril 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Doncourt-lès-Conflans - Demande d'autorisation d'exploiter n°2526

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que la surface du bien demandé est inférieure à 18 ha, les rangs de priorité observés sont ceux de l'article 2A du Schéma Départemental des Structures,

Considérant que les deux demandes motivées respectivement par un agrandissement et par un agrandissement en vue d'une installation aidée, d'exploitations dont les tailles sont inférieures à 150 équivalents SCOP/UMO relèvent de la même priorité 1,

DECIDE

Art. 1^{er} : Le GAEC du Vieux Chêne composé de Messieurs PERIN Bruno, FLORENTIN Albert et Gabriel est autorisé à exploiter 16,36 ha (parcelle ZL 25 à Doncourt les Conflans) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC du Vieux Chêne (Messieurs PERIN Bruno, FLORENTIN Albert et Gabriel).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Messieurs PERIN Bruno, FLORENTIN Albert et Gabriel, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - DONCOURT LES CONFLANS pour affichage.

Nancy, le 28 avril 2008 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 28 avril 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Baslieux - Fillières - Laix - Mercy-le-Haut - Joppecourt - Mercy-le-Bas - Preutin-Higny - Saint-Pancré - Saint-Supplet - Serrouville - Ville-au-Val - Demande d'autorisation d'exploiter n°2469

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que la surface du bien repris est supérieure à 18 ha, les rangs de priorité observés sont ceux de l'article 2B du Schéma Départemental des Structures,

Considérant que les tailles des deux exploitations en concurrence, inférieures à 150 éq SCOP/UMO mais néanmoins très différentes (41 UE/UMO et 132 UE/UMO) rendent la demande de M. MUTELET prioritaire par rapport à la demande de la SCEA de la Belle Croix,

DECIDE

Art. 1^{er} : La SCEA de la Belle Croix composée de Messieurs GOBERT Pascal et Francis, BERTHELEMY François :

- est autorisée à exploiter 597,27 ha sous réserve de restituer les parcelles ZD 12 a, ZE 37 et ZE 33 (soit 23,93 ha) situées à Mercy le Bas à la commune au plus tard le 11 novembre 2008,

- est autorisé à exploiter les parcelles ZD 12 a, ZE 37 et ZE 33 (soit 23,93 ha) situées à Mercy le Bas jusqu'au 11 novembre 2008, objets de la demande qu'elle a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de la SCEA de la Belle Croix (Messieurs GOBERT Pascal et Francis, BERTHELEMY François).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Messieurs GOBERT Pascal et Francis, BERTHELEMY François, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - LAIX - MERCY LE HAUT - JOPPECOURT - MERCY LE BAS pour affichage.

Nancy, le 28 avril 2008 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 28 avril 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Landremont - Demande d'autorisation d'exploiter n°2485

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que la surface du bien repris par M. DISTLER est supérieure à 18 ha, les rangs de priorité observés sont ceux de l'article 2B du Schéma Départemental des Structures,
Considérant que les projets d'agrandissement ou de compensation de perte de terrains des demandes concurrentes sont moins prioritaires (priorité 6) que le projet d'installation de M. DISTLER (priorité 5),

DECIDE

Art. 1^{er} : Le GAEC de l'OBRION composé de Monsieur HENRYON Olivier, Sébastien, Jean Luc, Marie Claire n'est pas autorisé à exploiter 8,13 ha (parcelles B 180 et B182 a et c à Landremont) objets de la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur HENRYON Olivier, Sébastien, Jean Luc, Marie Claire, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - LANDREMONT pour affichage.

Nancy, le 28 avril 2008 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 28 avril 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Landremont - Demande d'autorisation d'exploiter n°2484

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que la surface du bien repris par M. DISTLER est supérieure à 18 ha, les rangs de priorité observés sont ceux de l'article 2B du Schéma Départemental des Structures,
Considérant que les projets d'agrandissement ou de compensation de perte de terrains des demandes concurrentes sont moins prioritaires (priorité 6) que le projet d'installation de M. DISTLER (priorité 5),

DECIDE

Art. 1^{er} : Monsieur BASUYAUX Julien n'est pas autorisé à exploiter 8,13 ha (parcelles B 180 et 182 A et C à Landremont) objets de la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur BASUYAUX Julien, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - LANDREMONT pour affichage.

Nancy, le 28 avril 2008 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 28 avril 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Landremont - Demande d'autorisation d'exploiter n°2482

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que la surface du bien repris par M. DISTLER est supérieure à 18 ha, les rangs de priorité observés sont ceux de l'article 2B du Schéma Départemental des Structures,
Considérant que les projets d'agrandissement ou de compensation de perte de terrains des demandes concurrentes sont moins prioritaires (priorité 6) que le projet d'installation de M. DISTLER (priorité 5),

DECIDE

Art. 1^{er} : Monsieur ANDRE Philippe n'est pas autorisé à exploiter 8,13 ha (parcelles B180 et 182 (lot A et C) à Landremont) objets de la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur ANDRE Philippe.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur ANDRE Philippe, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - LANDREMONT pour affichage.

Nancy, le 28 avril 2008 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 28 avril 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Ville-sur-Yron - Demande d'autorisation d'exploiter n°2521

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1^{er} : Monsieur DESHAYES Pascal est autorisé à exploiter 110,91 ha (parcelles J 1/2- K2/3- L3 - X16/43/44/47/48/49/50/55/57/59 à Ville sur Yron) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur DESHAYES Pascal.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur DESHAYES Pascal, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - VILLE SUR YRON pour affichage.

Nancy, le 28 avril 2008 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 28 avril 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Lagny - Demande d'autorisation d'exploiter n°2545

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1^{er} : L'EARL de la Charmotte composée de Madame, Monsieur DUMONT Raphaele et Remy est autorisée à exploiter 4,46 ha (parcelles AL 356 et 357 à Lagny) conformément à la demande qu'elle a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL de la Charmotte (Madame, Monsieur DUMONT Raphaele et Remy).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Madame, Monsieur DUMONT Raphaele et Remy, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - LAGNEY pour affichage.

Nancy, le 28 avril 2008 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 28 avril 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Letricourt - Demande d'autorisation d'exploiter n°2518

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1^{er} : L'EARL des Bons Enfants composée de Monsieur, Madame DUCHAUX Daniel et Isabelle est autorisée à exploiter 1,3 ha (parcelle ZA 21 (1/4 de la parcelle) à Letricourt) conformément à la demande qu'elle a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL des Bons Enfants (Monsieur, Madame DUCHAUX Daniel et Isabelle).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur, Madame DUCHAUX Daniel et Isabelle, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - LETRICOURT pour affichage.

Nancy, le 28 avril 2008 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 28 avril 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Bouxières-aux-Chênes - Demande d'autorisation d'exploiter n°2546

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1^{er} : L'EARL SAINT CHARLES composée de Messieurs DOYEN Christophe et Jean Pierre est autorisé à exploiter 4,21 ha (parcelles AD168 - AE 51/53 - ZO 4 et 5 à Bouxières aux Chênes) conformément à la demande qu'elle a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL SAINT CHARLES (Messieurs DOYEN Christophe et Jean Pierre).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Messieurs DOYEN Christophe et Jean Pierre, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - BOUXIERES AUX CHENES pour affichage.

Nancy, le 28 avril 2008 Pour le préfet et par délégation,

Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 28 avril 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Saizerais - Demande d'autorisation d'exploiter n°2515

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1^{er} : Le GAEC de SAINT AMAND composé de Messieurs BEAU Pascal et Bernard est autorisé à exploiter 25,41 ha (parcelles ZC14/18/19/40/46 - ZB 11/12/50/51/69/73/74/76 à Saizerais) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC de SAINT AMAND (Messieurs BEAU Pascal et Bernard).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Messieurs BEAU Pascal et Bernard, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - SAIZERAIS pour affichage.

Nancy, le 28 avril 2008 Pour le préfet et par délégation,

Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 28 avril 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Saint-Germain - Demande d'autorisation d'exploiter n°2477

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1^{er} : L'EARL du Pré des Roses composée de Madame, Monsieur DIDIER Laurence et Pascal est autorisée à exploiter 6 ha (parcelles B 168/169/172/226 à 231/241 à Saint Germain) conformément à la demande qu'elle a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL du Pré des Roses (Madame, Monsieur DIDIER Laurence et Pascal).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Madame, Monsieur DIDIER Laurence et Pascal, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - SAINT GERMAIN pour affichage.

Nancy, le 28 avril 2008 Pour le préfet et par délégation,

Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 28 avril 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Clerey-sur-Brenon - Demande d'autorisation d'exploiter n°2549

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1^{er} : Monsieur BERNE Matthieu est autorisé à exploiter 18,5 ha (parcelles A478/488/490/492 - B2/3/4/5/168 à 175 - ZA15/28p/44/50 - ZB 23/32/33 - ZC1/2 a et b à Clerey sur Brenon) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur BERNE Matthieu.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur BERNE Matthieu, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - CLEREY SUR BRENON pour affichage.

Nancy, le 28 avril 2008 Pour le préfet et par délégation,

Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 28 avril 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Maizières - Demande d'autorisation d'exploiter n°2550

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1^{er} : Monsieur BERNE Matthieu est autorisé à exploiter 7,93 ha (parcelles YC16/17 - ZB351 à Maizières) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur BERNE Matthieu.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur BERNE Matthieu, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - MAIZIERES LES TOUL pour affichage.

Nancy, le 28 avril 2008 Pour le préfet et par délégation,

Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 28 avril 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Clerey-sur-Brenon - Demande d'autorisation d'exploiter n°2552

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1^{er} : Monsieur BERNE Matthieu est autorisé à exploiter 6,31 ha (parcelles A 480/482/484/486 - B 176/177/178/184/185/190/191/195/196 - ZA 28 à Clerey sur Brenon) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur BERNE Matthieu.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur BERNE Matthieu, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - CLEREY SUR BRENON pour affichage.

Nancy, le 28 avril 2008 Pour le préfet et par délégation,

Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 28 avril 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Laneuveville-devant-Nancy - Autrey-sur-Madon - Benney - Houdreville - Ormes-et-Ville - Demande d'autorisation d'exploiter n°2553

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1^{er} : Monsieur BERNE Matthieu est autorisé à exploiter 46,53 ha (parcelles Z 76 à Autrey sur Madon - ZM15 à Benney - X12 - Y81/83 - AB 26/290 à Houdreville, U56/57/86 - V17/23/79/158 - X17/18 - AS64/65 à Laneuveville devant Nancy, A 16/17 - ZA 97 à Ormes et Ville) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur BERNE Matthieu.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur BERNE Matthieu, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - LANEUEVILLE DEVANT NANCY - AUTREY SUR MADON - BENNEY - HOUDREVILLE - ORMES & VILLE pour affichage.

Nancy, le 28 avril 2008 Pour le préfet et par délégation,

Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 28 avril 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Pont-Saint-Vincent - Demande d'autorisation d'exploiter n°2551

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1^{er} : Monsieur BERNE Matthieu est autorisé à exploiter 45,29 ha (parcelles A 29 et 34 à Pont Saint Vincent) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le

schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur BERNE Matthieu. Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur BERNE Matthieu, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - PONT SAINT VINCENT pour affichage.

Nancy, le 28 avril 2008 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 28 avril 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Loisy - Sainte-Geneviève - Demande d'autorisation d'exploiter n°2554

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que la surface du bien cédé par M. HOUIN Daniel est supérieure à 18 ha, les rangs de priorité observés sont ceux de l'article 2B du Schéma Départemental des Structures, Considérant que la demande de l'EARL du Bon Air motivée par un projet d'installation aidée est plus prioritaire (rang de priorité 1) que la demande de M. GIGLEUX Jean Pierre motivée par un agrandissement d'une exploitation de plus de 150 unités SCOP/UMO (priorité 7),

DECIDE

Art. 1^{er} : L'EARL DU BON AIR composée de Madame, Monsieur GATTAUX Amaël et Marie Thérèse est autorisée à exploiter 60,33 ha conformément à la demande qu'elle a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL DU BON AIR (Madame, Monsieur GATTAUX Amaël et Marie Thérèse).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Madame, Monsieur GATTAUX Amaël et Marie Thérèse, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - LOISY - SAINTE GENEVIEVE pour affichage.

Nancy, le 28 avril 2008 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 28 avril 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Sainte-Geneviève - Demande d'autorisation d'exploiter n°2568

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que la surface du bien cédé par M. HOUIN Daniel est supérieure à 18 ha, les rangs de priorité observés sont ceux de l'article 2B du Schéma Départemental des Structures, Considérant que la demande de l'EARL du Bon Air motivée par un projet d'installation aidée est plus prioritaire (rang de priorité 1) que la demande de M. GIGLEUX Jean Pierre motivée par un agrandissement d'une exploitation de plus de 150 unités SCOP/UMO (priorité 7),

DECIDE

Art. 1^{er} : Monsieur GIGLEUX Jean Pierre : n'est pas autorisé à exploiter 4,91 ha (parcelles ZD11/59 à Sainte Geneviève), est autorisé à exploiter 0,25 ha (parcelles C987/1085 à Sainte Geneviève), objets de la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur GIGLEUX Jean Pierre. Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur GIGLEUX Jean Pierre, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - SAINTE GENEVIEVE pour affichage.

Nancy, le 28 avril 2008 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 28 avril 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Crezilles - Bulligny - Demande d'autorisation d'exploiter n°2548

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1^{er} : Monsieur BERTRAND Benoît est autorisé à exploiter 82 ha conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le

schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur BERTRAND Benoît.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur BERTRAND Benoît, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - CREZILLES - BULLIGNY pour affichage.

Nancy, le 28 avril 2008 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 28 avril 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Marainviller - Demande d'autorisation d'exploiter n°2535

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1^{er} : Monsieur MALGRAS Philippe est autorisé à exploiter 7,95 ha (parcelles ZI 36/37/38 (b 01)/52/108 à Marainviller) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur MALGRAS Philippe.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur MALGRAS Philippe, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - MARAINVILLER pour affichage.

Nancy, le 28 avril 2008 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 28 avril 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Marainviller - Demande d'autorisation d'exploiter n°2523

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1^{er} : Monsieur MALGRAS Pascal est autorisé à exploiter 7,01 ha (parcelles ZH 23/344 - ZI 31/38 (a 02 t)/39/40 à Marainviller) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur MALGRAS Pascal.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur MALGRAS Pascal, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - MARAINVILLER pour affichage.

Nancy, le 28 avril 2008 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 28 avril 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Dombasle-sur-Meurthe - Crévic - Flainval - Demande d'autorisation d'exploiter n°2542

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1^{er} : Monsieur MONIN Michel est autorisé à exploiter 5,18 ha (parcelles Y 17/149 à Crévic -C94/109 à Dombasles - B178 - C 96 à Flainval -) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur MONIN Michel.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur MONIN Michel, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - DOMBASLE SUR MEURTHE - CREVIC - FLAINVAL pour affichage.

Nancy, le 28 avril 2008 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 28 avril 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Belleau - Demande d'autorisation d'exploiter n°2503

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1^{er} : L'Indivision MANGEONJEAN composée de Mesdames MANGEONJEAN Bernadette et MERCIER Marie Louise est autorisée temporairement à exploiter 36,37 ha jusqu'au 31 décembre 2008 (parcelles AE163 - ZO 23/57/64/65/68/69/70- ZP33/37/38/39/46/47/48/53-- ZR 10 - ZS 110 - Y4/47/48/49 à Belleau-Lixières) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'Indivision MANGEONJEAN (Mesdames MANGEONJEAN Bernadette et MERCIER Marie Louise).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur MANGEONJEAN Antoine, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - BELLEAU pour affichage.

Nancy, le 28 avril 2008

Pour le préfet et par délégation,

Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 28 avril 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Laneuveville-devant-Bayon - Demande d'autorisation d'exploiter n°2558

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1^{er} : Monsieur BERTRAND Pierre est autorisé à exploiter 10 ha conformément au plan annexé à la présente décision (parcelle ZB 1 : lot « c » localisé le long du Bois de l'Hospice) et à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur BERTRAND Pierre.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur BERTRAND Pierre, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - LANEUVEVILLE DEVANT BAYON pour affichage.

Nancy, le 28 avril 2008

Pour le préfet et par délégation,

Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 28 avril 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Laneuveville-devant-Bayon - Demande d'autorisation d'exploiter n°2559

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1^{er} : Le GAEC de CHIRMONT composé de Messieurs CHARROIS Jean et Gérard est autorisé à exploiter 7,97 ha conformément au plan annexé à la présente décision (lot « b » de la parcelle ZB 1 encadré par les lots « a » et « c » que M. BARABAN et M. BERTRAND Pierre sont respectivement autorisés à exploiter) et à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC de CHIRMONT (Messieurs CHARROIS Jean et Gérard).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Messieurs CHARROIS Jean et Gérard, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - LANEUVEVILLE DEVANT BAYON pour affichage.

Nancy, le 28 avril 2008

Pour le préfet et par délégation,

Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 29 avril 2008 portant à 6 MOIS les délais d'instruction des demandes d'autorisation d'exploiter d'un bien agricole à Sexey-les-Bois - Velaine-en-Haye - Demande d'autorisation d'exploiter n°2534

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant qu'il existe plusieurs demandes pour reprendre l'exploitation de l'Indivision MARCHAL Martial à - SEXEY LES BOIS - VELAINE EN HAYE, Considérant qu'il est nécessaire de s'assurer que les candidatures prioritaires éventuelles ont pu être recensées,

DECIDE

Art. 1^{er} : En application de l'article R 331-6 du code rural, le délai d'instruction est porté de 4 à 6 mois pour la demande d'autorisation d'exploiter présentée par le GAEC de LESSUS composé de Messieurs EULRIET Michel et Alain portant sur les terres agricoles exploitées précédemment par l'Indivision MARCHAL Martial à - SEXEY LES BOIS - VELAINE EN HAYE.

Art. 2 : Le Directeur départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'application de la présente décision dont une ampliation sera adressée au(x) intéressé(s) demandeur(s) et sera publiée au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 29 avril 2008

Pour le préfet et par délégation,

Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 29 avril 2008 portant à 6 MOIS les délais d'instruction des demandes d'autorisation d'exploiter d'un bien agricole à Sexey-les-Bois - Demande d'autorisation d'exploiter n°2536

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant qu'il existe plusieurs demandes pour reprendre l'exploitation de l'Indivision MARCHAL Martial à - SEXEY LES BOIS,

Considérant qu'il est nécessaire de s'assurer que les candidatures prioritaires éventuelles ont pu être recensées,

DECIDE

Art. 1^{er} : En application de l'article R 331-6 du code rural, le délai d'instruction est porté de 4 à 6 mois pour la demande d'autorisation d'exploiter présentée par l'EARL des Templiers composée de Madame, Monsieur PARISSE Isabelle et François portant sur les terres agricoles exploitées précédemment par l'Indivision MARCHAL Martial à - SEXEY LES BOIS.

Art. 2 : Le Directeur départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'application de la présente décision dont une ampliation sera adressée au(x) intéressé(s) demandeur(s) et sera publiée au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 29 avril 2008

Pour le préfet et par délégation,

Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 29 avril 2008 portant à 6 MOIS les délais d'instruction des demandes d'autorisation d'exploiter d'un bien agricole à Sexey-les-Bois - Demande d'autorisation d'exploiter n°2531

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant qu'il existe plusieurs demandes pour reprendre l'exploitation de l'Indivision MARCHAL Martial à -Sexey les bois,

Considérant qu'il est nécessaire de s'assurer que les candidatures prioritaires éventuelles ont pu être recensées,

DECIDE

Art. 1^{er} : En application de l'article R 331-6 du code rural, le délai d'instruction est porté de 4 à 6 mois pour la demande d'autorisation d'exploiter présentée par le GAEC de la Commanderie composé de Messieurs PARISSE Marc, Luc et MANGIN Jacques portant sur les terres agricoles exploitées précédemment par l'Indivision MARCHAL Martial à - SEXEY LES BOIS.

Art. 2 : Le Directeur départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'application de la présente décision dont une ampliation sera adressée au(x) intéressé(s) demandeur(s) et sera publiée au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 29 avril 2008

Pour le préfet et par délégation,

Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 29 avril 2008 portant à 6 MOIS les délais d'instruction des demandes d'autorisation d'exploiter d'un bien agricole à Aingeray - Avrainville - Fontenoy-sur-Moselle - Francheville - Jaillon - Sexey-les-Bois - Velaine-en-Haye - Demande d'autorisation d'exploiter n°2513

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant qu'il existe plusieurs demandes pour reprendre l'exploitation de l'Indivision MARCHAL Martial à - Aingeray - Avrainville - Fontenoy sur Moselle - Francheville- Jaillon -Sexey les bois- Velaine en Haye ,

Considérant qu'il est nécessaire de s'assurer que les candidatures prioritaires éventuelles ont pu être recensées,

DECIDE

Art. 1^{er} : En application de l'article R 331-6 du code rural, le délai d'instruction est porté de 4 à 6 mois pour la demande d'autorisation d'exploiter présentée par M. RAGON Jean Marc portant sur les terres agricoles exploitées précédemment par l'Indivision MARCHAL Martial à Aingeray - Avrainville - Fontenoy-sur-Moselle - Francheville - Jaillon - Sexey-les-Bois - Velaine-en-Haye.

Art. 2 : Le Directeur départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'application de la présente décision dont une ampliation sera adressée au(x) intéressé(s) demandeur(s) et sera publiée au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 29 avril 2008

Pour le préfet et par délégation,

Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 29 avril 2008 portant à 6 MOIS les délais d'instruction des demandes d'autorisation d'exploiter d'un bien agricole à Aingeray - Sexey-les-Bois - Velaine-en-Haye - Demande d'autorisation d'exploiter n°2529

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant qu'il existe plusieurs demandes pour reprendre l'exploitation de l'Indivision MARCHAL Martial à - AINGERAY - SEXEY LES BOIS - VELAINE EN HAYE,
Considérant qu'il est nécessaire de s'assurer que les candidatures prioritaires éventuelles ont pu être recensées,

DECIDE

Art. 1^{er} : En application de l'article R 331-6 du code rural, le délai d'instruction est porté de 4 à 6 mois pour la demande d'autorisation d'exploiter présentée par M. MANGENOT Cédric portant sur les terres agricoles exploitées précédemment par l'Indivision MARCHAL Martial à Aingeray - Sexey les Bois - Velaine en Haye .

Art. 2 : Le Directeur départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'application de la présente décision dont une ampliation sera adressée au(x) intéressé(s) demandeur(s) et sera publiée au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 29 avril 2008 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 29 avril 2008 portant à 6 MOIS les délais d'instruction des demandes d'autorisation d'exploiter d'un bien agricole à Sexey-les-Bois - Velaine-en-Haye - Demande d'autorisation d'exploiter n°2555

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant qu'il existe plusieurs demandes pour reprendre l'exploitation de l'Indivision MARCHAL Martial à - SEXEY LES BOIS - VELAINE EN HAYE,
Considérant qu'il est nécessaire de s'assurer que les candidatures prioritaires éventuelles ont pu être recensées,

DECIDE

Art. 1^{er} : En application de l'article R 331-6 du code rural, le délai d'instruction est porté de 4 à 6 mois pour la demande d'autorisation d'exploiter présentée par l'EARL des Renoncles composée de M. Bruno CHRISTOPHE portant sur les terres agricoles exploitées précédemment par l'Indivision MARCHAL Martial à Sexey les bois- Velaine en Haye .

Art. 2 : Le Directeur départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'application de la présente décision dont une ampliation sera adressée au(x) intéressé(s) demandeur(s) et sera publiée au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 29 avril 2008 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 25 avril 2008 portant à 6 MOIS les délais d'instruction des demandes d'autorisation d'exploiter d'un bien agricole à Parey-Saint-Cesaire - Houdreville - Autrey-sur-Madon - Houdeumont - Demande d'autorisation d'exploiter n°2500

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant qu'il existe plusieurs demandes pour reprendre l'exploitation de M. PETITCOLAS Michel à - PAREY SAINT CESAIRE - HOUDREVILLE - AUTREY SUR MADON - HOUELMONT,
Considérant qu'il est nécessaire de s'assurer que les candidatures prioritaires éventuelles ont pu être recensées,

DECIDE

Art. 1^{er} : En application de l'article R 331-6 du code rural, le délai d'instruction est porté de 4 à 6 mois pour la demande d'autorisation d'exploiter présentée par le GAEC JEAN CHARLES composé de Mesdames, Monsieur PHILIPPE Maryse, BOUVIER Céline, VILLAUME Francis portant sur les terres agricoles exploitées précédemment par - M. PETITCOLAS Michel à - PAREY SAINT CESAIRE - HOUDREVILLE - AUTREY SUR MADON - HOUELMONT.

Art. 2 : Le Directeur départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'application de la présente décision dont une ampliation sera adressée au(x) intéressé(s) demandeur(s) et sera publiée au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 25 avril 2008 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 25 avril 2008 portant à 6 MOIS les délais d'instruction des demandes d'autorisation d'exploiter d'un bien agricole à Parey-Saint-Cesaire - Houdreville - Autrey Sur Madon - Houdeumont - Demande d'autorisation d'exploiter n°2532

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant qu'il existe plusieurs demandes pour reprendre l'exploitation de M. PETITCOLAS Michel à - PAREY SAINT CESAIRE - HOUDREVILLE - AUTREY SUR MADON - HOUELMONT,
Considérant qu'il est nécessaire de s'assurer que les candidatures prioritaires éventuelles ont pu être recensées,

DECIDE

Art. 1^{er} : En application de l'article R 331-6 du code rural, le délai d'instruction est porté de 4 à 6 mois pour la demande d'autorisation d'exploiter présentée par M. Jean CHAMPIGNEUL portant sur les terres agricoles exploitées

précédemment par - M. PETITCOLAS Michel à - PAREY SAINT CESAIRE - HOUDREVILLE - AUTREY SUR MADON - HOUELMONT.

Art. 2 : Le Directeur départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'application de la présente décision dont une ampliation sera adressée au(x) intéressé(s) demandeur(s) et sera publiée au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 25 avril 2008 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 25 avril 2008 portant à 6 MOIS les délais d'instruction des demandes d'autorisation d'exploiter d'un bien agricole à Houdreville - Demande d'autorisation d'exploiter n°2451

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant qu'il existe plusieurs demandes pour reprendre l'exploitation de M. PETITCOLAS Michel à - PAREY SAINT CESAIRE - HOUDREVILLE - AUTREY SUR MADON - HOUELMONT,
Considérant qu'il est nécessaire de s'assurer que les candidatures prioritaires éventuelles ont pu être recensées,

DECIDE

Art. 1^{er} : En application de l'article R 331-6 du code rural, le délai d'instruction est porté de 4 à 6 mois pour la demande d'autorisation d'exploiter présentée par l'EARL du Puisot composée de Monsieur CANEL David portant sur les terres agricoles exploitées précédemment par - M. PETITCOLAS Michel à HOUDREVILLE.

Art. 2 : Le Directeur départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'application de la présente décision dont une ampliation sera adressée au(x) intéressé(s) demandeur(s) et sera publiée au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 25 avril 2008 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Ces décisions peuvent être contestées dans les deux mois qui suivent leur notification si les personnes concernées par chaque décision estiment qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte leur contestation :

- *Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déferée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.*
- *Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.*

Service environnement - eau

Extrait de l'arrêté n° 54-2008-00034 du 6 mai 2008 portant opposition à déclaration au titre de l'article L 214-3 du code de l'environnement concernant la création d'un plan d'eau sur le territoire de la commune de Tanconville

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant :

- Que le pétitionnaire est déjà propriétaire d'un plan d'eau existant sur les mêmes parcelles concernées par le projet ;
- Que le bassin versant du ruisseau d'Herbas, sujet de fortes pressions exercées par la multitude de plan d'eau déjà présents ;
- Que la multiplication des plans d'eau contribue à la dégradation de la qualité écologique des cours d'eau donc est incompatible avec les objectifs de la Directive Cadre Européenne ;
- Que le projet est incompatible avec le SDAGE Rhin-Meuse approuvé en 1996 qui a pour objectif de « maîtriser la création de plans d'eau pour éviter les nuisances que provoque leur multiplication.. » ;
- Que le dossier ne présente aucune mesure compensatoire susceptible de diminuer voire effacer l'impact du projet et du plan d'eau déjà existant ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Opposition à déclaration

En application de l'article L 214-3, 4^e paragraphe, du code de l'environnement, il est fait opposition à la déclaration présentée par Monsieur KLEIN Vincent, 41 boulevard de Nancy à 67000 Strasbourg, concernant la création d'un plan d'eau sur le territoire de la commune de Tanconville.

Art. 2 : Voies et délais de recours

A peine d'irrecevabilité de tout recours contentieux à l'encontre de la présente décision, le déclarant doit, dans un délai de 2 mois suivant la notification de celle-ci, saisir préalablement le préfet en recours gracieux qui statue alors après avis de la commission compétente en matière d'environnement et de risques sanitaires et technologiques, devant laquelle le déclarant peut demander à être entendu.

Conformément à l'article R214-34 du code de l'environnement, le silence gardé par l'administration sur la demande déposée par le déclarant auprès du préfet pendant plus de quatre mois emporte décision implicite du projet.

Art. 3 : Exécution

Le Sous-Préfet de Lunéville, le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le maire de la commune de TANCONVILLE, le chef du service départemental de l'ONEMA de Meurthe-et-Moselle, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental de l'équipement de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au pétitionnaire et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Copie sera mise à disposition du public sur le site internet de la préfecture.
Copie du présent arrêté, sera affichée en mairie de Tanconville.
Nancy, le 6 mai 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Service forêt, chasse et milieux naturels

Décision du 13 mars 2008 de la commission départementale d'indemnisation des dégâts de gibier, dans sa formation spécialisée pour l'indemnisation des dégâts de gibier aux cultures et aux récoltes agricoles fixant pour la campagne 2008 la première partie du barème d'indemnisation des dégâts de gibier et désignant les estimateurs

Lors de la séance du 13 mars 2008, la formation spécialisée pour l'indemnisation des dégâts de gibier aux cultures et aux récoltes agricoles a arrêté les dispositions suivantes pour la campagne 2008 :

Barème 2008 (1^{ère} partie)

Remise en état des prairies :

| | |
|--|-------------|
| - Remise en état manuelle | 13,90 €/ha |
| - Herse ou rabot (2 passage croisés) | 65,50 €/ha |
| - Rabot ou herse (1 passage) | 50,20 €/ha |
| - Semoir + herse rotative ou alternative | 93,80 €/ha |
| - Rouleau | 27,30 €/ha |
| - Charrue | 98,20 €/ha |
| - Rotavator | 68,80 €/ha |
| - Herse rotative (1 passage) | 68,80 €/ha |
| - Semoir + tracteur | 50,20 €/ha |
| - Traitement | 34,80 €/ha |
| - Semence sur barème | 134,20 €/ha |
| - Semence sur facture | |

Resemis :

| | |
|--|-------------|
| - Herse rotative ou alternative + semoir | 93,80 €/ha |
| - Tracteur + semoir | 50,20 €/ha |
| - Semoir à semis direct | 55,60 €/ha |
| - Semences : Sur barème : | |
| Céréales | 103,80 €/ha |
| Maïs | 169,80 €/ha |
| Pois | 192,60 €/ha |
| Colza | 103,50 €/ha |

ou Sur facture

Autres productions :

- Arbres fruitiers : Plants : sur facture
- Forfait plantation : 3 euros/plant
- Petites productions : cf. barème "Calamités agricoles"
- A défaut paiement sur facture
- Cultures industrielles : selon contrat

Liste des estimateurs : MM. Pierre BARBIER, Jean-Paul BIDON, René BONTEMPS, Bernard BRODIER, Jean-Paul BUND, André FAVRE, Patrick GUERIN, Michel LEMOINE, René LEVIGNERONT, Alain MATHIEU, Jean-François MOUREAU, Daniel PERRIN, Alain RAMBOUR, Michaël ROCHER, Thierry SINTEFF et Jacques THOUVENIN.

Pour le Préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de l'arrêté n° 2008/161 du 28 avril 2008 fixant les plans de chasse dans le département de Meurthe-et-Moselle pour la campagne 2008/2009

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Sur l'ensemble des territoires de chasse du département, le nombre maximum de têtes de grand gibier soumis à plans de chasse qui peuvent être tuées et le nombre minimum de têtes qui doivent être tuées sont fixées comme ci-après.

- hors enclos, au sens de l'article L 424-3 du code de l'environnement :

| | Chevreuils | Cerfs | Biches | Jeunes | Total Espèce Cerfs | San-gliers | Cerfs sika | Daims | Mou-fions |
|------|------------|-------|--------|--------|--------------------|------------|------------|-------|-----------|
| mini | 6 500 | 58 | 58 | 59 | 175 | 4 500 | 0 | 0 | 0 |
| maxi | 14 000 | 233 | 267 | 200 | 700 | 18 000 | 25 | 60 | 25 |

- en enclos, au sens de l'article L 424-3 du code de l'environnement :

| | Chevreuils | Cerfs | Biches | Jeunes | Total Espèce Cerfs | San-gliers | Cerfs sika | Daims | Mou-fions |
|------|------------|-------|--------|--------|--------------------|------------|------------|-------|-----------|
| mini | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| maxi | 50 | 5 | 5 | 5 | 15 | 50 | 20 | 60 | 20 |

Art. 2 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.
Nancy, le 28 avril 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Service ingénierie - eau

Extrait de l'arrêté n° SIE-05-2008/DDAF/001 du 13 mai 2008 portant établissement de servitudes sur fonds privés pour la pose de canalisations publiques d'assainissement sur le territoire de la commune de Villers-la-Montagne

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que le Commissaire-Enquêteur a émis des conclusions favorables à l'exécution du projet

Considérant que dans le cadre du projet d'assainissement du syndicat intercommunal d'assainissement de l'agglomération de LONGWY, la collectivité doit procéder à la pose de canalisations publiques d'assainissement pour permettre la collecte et le transfert des eaux usées collectées par le réseau de VILLERS-la-MONTAGNE vers la station d'épuration intercommunale.

ARRETE

Art. 1^{er} : Le syndicat intercommunal d'eau et d'assainissement de LONGWY est autorisé :

1. à enfouir des canalisations publiques dans une bande de terrain de trois mètres d'emprise maximum, une hauteur minimale de 0.60 m étant respectée entre la génératrice supérieure de la canalisation et le niveau du sol,
2. à essarter dans la bande de terrain ci-dessus les arbres susceptibles de nuire à l'établissement et à l'entretien de la canalisation,
3. à accéder aux terrains dans lesquels les conduites sont enfouies ; les agents chargés du contrôle bénéficiant du même droit d'accès,
4. à effectuer les travaux d'entretien et de réparations.
5. à occuper de manière temporaire la bande de trois mètres grevée de servitude, ainsi qu'une bande de cinq mètres de largeur à répartir de façon variable de part et d'autre de la bande de trois mètres. L'occupation temporaire ne pourra excéder 8 mètres au total.

Art. 2 : Les propriétaires et leurs ayants-droits devront s'abstenir de tout fait de nature à nuire au bon fonctionnement de la canalisation.

Art. 3 : Les parcelles de terrain visées au plan et à l'état parcellaire ci-annexé sont grevées de servitude de passage en vue de l'établissement d'une canalisation d'eaux usées.

Art. 4 : Le montant de l'indemnité due en raison de l'établissement de cette servitude sera fixé conformément aux dispositions en vigueur en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique.

Art. 5 : La date de commencement des travaux sur les parcelles de terrain grevées d'une servitude sera portée à la connaissance des propriétaires huit jours au moins avant la date prévue pour le début des travaux, un état des lieux doit, si cela est nécessaire, être dressé contradictoirement en vue de la constatation éventuelle des dommages pouvant résulter des travaux. L'indemnisation des dommages résultant des travaux sera fixée à défaut d'accord amiable, par le Tribunal Administratif de NANCY.

Art. 6 : Le présent arrêté sera affiché dans la commune de VILLERS-la-MONTAGNE selon les usages locaux. L'accomplissement de cette formalité sera constaté par un procès-verbal dressé par le Maire.

L'arrêté sera en outre notifié par lettre recommandée avec accusé de réception aux propriétaires concernés par la servitude.

Au cas où un propriétaire intéressé ne pourrait être atteint, la notification est faite au fermier, locataire, gardien ou régisseur de la propriété ou, à défaut, au maire de la commune où se trouve celle-ci.

Art. 7 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle, le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, le Maire de la commune de VILLERS-la-MONTAGNE et le Président du Syndicat Intercommunal d'Assainissement de l'Agglomération de LONGWY sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui pourra faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de NANCY dans un délai de deux mois à compter de sa publication et dont une ampliation sera adressée à Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement.

Nancy, le 13 mai 2008
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Direction départementale des services vétérinaires Service santé et protection animales

Extrait de l'arrêté n° 08.DDSV.051 du 24 avril 2008 attribuant un mandat sanitaire au docteur Mickaël BOUCQUELET, vétérinaire à Lunéville

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Le mandat sanitaire prévu à l'article L.221-11 du code rural est attribué à :

Dr Mickaël BOUCQUELET
Docteur vétérinaire
10, rue de Méné
54300 LUNÉVILLE

Art. 2 : Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre Régional des Vétérinaires de Lorraine.

Art. 3 : Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité du directeur départemental des services vétérinaires pour l'exécution des prophylaxies dirigées par l'Etat et des opérations de police sanitaire des maladies des animaux.

Art. 4 : En cas d'inobservation des instructions du directeur départemental des services vétérinaires ou des règlements de santé publique vétérinaire, le présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental des services vétérinaires sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Malzéville, le 24 avril 2008
Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des services vétérinaires,
L'inspecteur de la santé publique vétérinaire,
Dr Yves LAMBERT

Extrait de l'arrêté n° 08.DDSV.052 du 28 avril 2008 attribuant un mandat sanitaire au docteur Frédéric GANDAR, vétérinaire à Pange

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Le mandat sanitaire prévu à l'article L.221-11 du code rural est attribué à :

Dr Frédéric GANDAR.
Docteur vétérinaire
2, rue des Taillures
57530 PANGE

Art. 2 : Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre Régional des Vétérinaires de Lorraine.

Art. 3 : Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité du directeur départemental des services vétérinaires pour l'exécution des prophylaxies dirigées par l'Etat et des opérations de police sanitaire des maladies des animaux.

Art. 4 : En cas d'observation des instructions du directeur départemental des services vétérinaires ou des règlements de santé publique vétérinaire, le présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental des services vétérinaires sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Malzéville, le 28 avril 2008 Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des services vétérinaires,
L'inspecteur de la santé publique vétérinaire,
Dr Yves LAMBERT

Direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle

Arrêté du 6 mai 2008 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Claude ROQUE, directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Meurthe-et-Moselle, par intérim

Le directeur départemental

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements et notamment son article 45 ;

Vu l'arrêté ministériel en date du 16 février 2008 chargeant Monsieur Claude ROQUE de l'intérim de la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Meurthe-et-Moselle à compter du 1^{er} avril 2008 ;

Vu l'arrêté ministériel n°04262261 du 10 mars 2008 nommant Monsieur Christian HALLINGER directeur-adjoint à la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Meurthe-et-Moselle à compter du 1^{er} mai 2008 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°08.BMSSE.14 en date du 31 mars 2008 portant délégation de signature à Monsieur Claude ROQUE chargé de l'intérim de la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Meurthe-et-Moselle à compter du 1^{er} avril 2008 ;

ARRETE

Art. 1^{er} : En application des articles 1, 2 et 3 de l'arrêté préfectoral n°08.BMSSE.14 en date du 31 mars 2008 accordant délégation de signature à Monsieur Claude ROQUE, directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Meurthe-et-Moselle, par intérim, délégation est donnée à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences, aux agents suivants :

- Monsieur Christian ESTIENNE, directeur-adjoint
- Monsieur Christian HALLINGER, directeur-adjoint
- Madame Martine BOUBAGRA, inspectrice du travail,
- Madame Angélique ALBERTI, inspectrice du travail,
- Monsieur Mickaël MAROT, inspecteur du travail,
- Monsieur Alain JADELLOT, inspecteur du travail,
- Madame Anne SCHWOERER-GAESTEL, inspectrice du travail,
- Madame Carine OSTER, inspectrice du travail,
- Monsieur François MANNEVILLE, chargé de mission

Art. 2 : l'arrêté en date du 28 avril 2008 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Claude ROQUE est abrogé.

Art. 3 : Le préfet de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle par intérim sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée à Monsieur le Trésorier Payeur Général.

Vandœuvre, le 6 mai 2008 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental du travail, de l'emploi
et de la formation professionnelle, par intérim,
Claude ROQUE

Direction départementale de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre

Arrêté du 14 mai 2008 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Gérard PHILIPPON, directeur du service départemental de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre

Le directeur départemental

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements et notamment l'article 38 4°,

Vu l'arrêté ministériel en date du 24 juillet 2007 nommant M. Gérard PHILIPPON, directeur départemental de l'Office National des Anciens Combattants et Victimes de Guerre de Meurthe-et-Moselle,

Vu l'arrêté préfectoral n° 08.BMSSE 17 en date du 6 mai 2008 portant délégation de signature à M. Gérard PHILIPPON directeur départemental de l'Office National des anciens combattants et victimes de guerre de Meurthe-et-Moselle ainsi que l'ensemble des textes visés par cet arrêté,

ARRETE

Art. 1^{er} : En application de l'article 1er de l'arrêté préfectoral n° 08.BMSSE 17 en date du 6 mai 2008 accordant délégation de signature à M. Gérard PHILIPPON, directeur du service départemental de l'Office National des anciens combattants et victimes de guerre, délégation est donnée à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences, aux agents suivants :

- M. David LEGA, délégué à la mémoire combattante,
- Mme Josiane GRIETTE, secrétaire administrative de classe normale.

Art. 2 : Le préfet de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental du service départemental de l'Office National des anciens combattants et victimes de guerre, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée à M. le trésorier payeur général.

Nancy, le 14 mai 2008 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de Meurthe-et-Moselle,
Gérard PHILIPPON

Direction des archives départementales

Arrêté du 15 mai 2008 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de Mme Hélène SAY, directrice des archives départementales

Le directeur départemental

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements et notamment l'article 38 4°,

Vu l'arrêté ministériel du 20 mars 2003 nommant Mme Hélène SAY, conservatrice en chef du patrimoine, directrice des archives départementales de Meurthe-et-Moselle à compter du 18 août 2003 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 08.BMSSE.08 en date du 6 mai 2008 portant délégation de signature à Mme Hélène SAY, directrice des archives départementales ainsi que l'ensemble des textes visés par cet arrêté ;

Vu le code du Patrimoine, ensemble les décrets d'application n° 79-1037, n° 79-1038, n° 79-1039 et n° 79-1040 du 3 décembre 1979 ;

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles R. 1421-1 à R. 1421-16.

ARRETE

Art. 1^{er} : En application de l'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 08.BMSSE.08 en date du 6 mai 2008 accordant délégation de signature à Mme Hélène SAY, directrice des archives départementales, délégation est donnée à l'effet de signer, dans le cadre de ses attributions et compétences, à M. Pierre-Frédéric BRAU, conservateur du patrimoine, directeur adjoint des archives départementales.

Art. 2 : Le préfet de Meurthe-et-Moselle et la directrice des archives départementales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée à M. le trésorier payeur général.

Nancy, le 15 mai 2008 Pour le préfet et par délégation,
La directrice des archives départementales,
Hélène SAY

AUTRES SERVICES

Réseau ferré de France

Extrait de la décision de déclassement du domaine public ferroviaire du 29 avril 2008 d'un terrain sis à Ville-en-Vermois (54)

Le président du conseil d'administration

DECIDE

Art. 1^{er} : Le terrain sis à VILLE EN VERMOIS (54) Lieu-dit Sur prelle sur la parcelle cadastrée E 663 pour une superficie de 2034 m², tel qu'il apparaît sur le plan joint à la présente décision figurant sous teinte jaune (1), est déclassé du domaine public ferroviaire.

Art. 2 : La présente décision sera affichée en mairie de VILLE EN VERMOIS et publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ainsi qu'au Bulletin Officiel de Réseau Ferré de France consultable sur son site Internet (<http://www.rff.fr>).

Strasbourg, le 29 avril 2008 Pour le président et par délégation,
Le directeur régional Alsace-Lorraine Champagne-Ardennes,
Philippe LAUMIN
Par délégation,
Bertrand WAHL

(1) Ce plan, ainsi que les éventuelles annexes à la présente décision peuvent être consultés sur place auprès de NEXITY Agence NSPM / Strasbourg 17, rue de la Haute Montée - 67000 STRASBOURG.

AVIS ET COMMUNICATIONS

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

*Direction départementale de l'équipement
Service aménagement, risques et urbanisme***Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 15078 du 7 mai 2008 autorisant
Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Trieux**

Par arrêté préfectoral n° 15078 en date du 7 mai 2008, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue du lotissement « les terrasses du Chevillon » accès par RD 906 sur la commune de Trieux.

Rectorat de l'académie de Nancy-Metz**Extrait de l'arrêté de recrutement d'adjoints administratifs du 30 avril 2008
par voie du PACTE**

Le recteur de l'académie de Nancy-Metz

ARRETE

Art. 1^{er} : Un recrutement d'adjoints administratifs des services déconcentrés du ministère de l'Education Nationale, par la voie du parcours d'accès aux carrières de la fonction publique territoriale, de la fonction publique hospitalière et de la fonction publique de l'Etat (PACTE), est ouvert dans l'Académie de Nancy-Metz au titre de l'année 2008.

Art. 2 : Le PACTE est un contrat de droit public, d'une durée de 12 à 24 mois, qui alterne formation et activité professionnelle et comporte une période d'essai de 2 mois. Son bénéficiaire a vocation à être titularisé au vu de son aptitude professionnelle et de son parcours de formation.

Art. 3 : Le nombre de postes à pourvoir est fixé à 8 pour les adjoints administratifs.

Art. 4 : IMPLANTATION : département de Meurthe-et-Moselle, département de Moselle.

Art. 5 : ATTRIBUTIONS : adjoint administratif : tâches administratives d'exécution comportant la connaissance et l'application de règlements administratifs ; fonctions de secrétariat ou de gestion dans un collège, un lycée ou un établissement d'enseignement supérieur ou dans un service déconcentré.

Art. 6 : BENEFICIAIRES : Jeunes de 16 à 25 ans révolus, de nationalité française ou ressortissants d'un des états membres de l'Union Européenne ou de l'Espace Economique Européen, sortis du système éducatif sans diplôme et sans qualification professionnelle reconnue ou dont le niveau du diplôme est inférieur au niveau IV (Baccalauréat).

Art. 7 : INSCRIPTIONS

- Auprès de l'ANPE du lieu de domicile

- Joindre un descriptif du parcours antérieur de formation et, le cas échéant, de l'expérience professionnelle.

- Date limite de dépôt de candidature :

Jusqu'au lundi 16 juin 2008 à minuit (le cachet de la poste faisant foi)

Tout renseignement peut être obtenu par téléphone au 03.83.86.23.79 ou par courrier adressé à la :

Division des Personnels d'Encadrement, Administratifs,
Ouvriers, Sociaux et de Santé
Bureau DIPAOS 1
2 rue Philippe de Gueldres
C.O. n° 30013
54035 NANCY CEDEX

Art. 8 : La commission académique auditionnera les candidats sélectionnés au cours du mois de juin 2008.

Art. 9 : Le Secrétaire Général de l'Académie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 30 avril 2008

Le recteur,
Michel LEROY

AUTRES SERVICES

Cour nationale de la tarification sanitaire et sociale**Extrait de la décision n° A 99.042 du 11 avril 2008 - Association Foyer du
jeune ouvrier « Au Grand Sauvoy » c/ Préfet de la Meurthe-et-Moselle**

Requête présentée par son président en exercice, pour l'association Foyer du jeune ouvrier "Au Grand Sauvoy", dont le siège social est 17 route de METZ, à MAXEVILLE (54320) ;

Le Foyer du jeune ouvrier "Au Grand Sauvoy" demande à la Commission nationale :

1°) d'annuler l'article 1^{er} du jugement n° 95-054-NC 54 et 95-119NC 54, en date du 6 juin 1997, par lequel la Commission interrégionale de tarification sanitaire et sociale de Nancy s'est déclarée incompétente pour statuer sur les conclusions de l'association tendant à la réformation de l'arrêté du préfet de Meurthe-et-Moselle du 4 avril 1995, modifié le 23 mai 1995, fixant le budget du Centre d'adaptation à la vie active qu'elle gère à Maxéville ;

2°) de réformer l'arrêté du 4 avril 1995 et de fixer le budget applicable au Centre d'adaptation à la vie active à la somme réclamée en première instance ;

DECISION DE LA COUR

Art. 1^{er} : L'article 1^{er} du jugement n° 95-054-NC-54 95-119-NC-54 de la Commission interrégionale de tarification sanitaire et sociale de Nancy en date du 6 juin 1997 est annulé.

Art. 2 : Il n'y a pas lieu de statuer sur les conclusions de la demande de l'association Foyer du jeune ouvrier « Au Grand Sauvoy » tendant au

rétablissement d'une somme de 1 536 745 F au titre du règlement du contentieux relatif à l'exercice 1993.

Art. 3 : La dotation du Centre d'adaptation à la vie active géré à Maxéville par l'association Foyer du jeune ouvrier "Au Grand Sauvoy" est fixée pour l'année 1995 à un montant de 7 210 101 F.

Art. 4 : L'arrêté du préfet de Meurthe-et-Moselle en date du 4 avril 1995 est réformé en ce qu'il a de contraire à la présente décision.

Art. 5 : Le surplus des conclusions de la demande présentée par l'association Foyer du jeune ouvrier "Au Grand Sauvoy" devant la Commission interrégionale de tarification sanitaire et sociale de Nancy est rejeté.

Délibéré le 11 avril 2008 et lu en séance publique à la même date.

Le président, Le rapporteur, Le greffier,
A. BACQUET A. BONNET V. GUILLLOU

La République mande et ordonne au ministre du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité en ce qui le concerne, et à tous huissiers à ce requis en ce qui concerne les voies de droit commun contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution de la présente décision.

Caisse centrale de la mutualité sociale agricole**Extrait de la décision 08-06 du 9 avril 2008 relative à un traitement de
données à caractère personnel concernant la transmission à l'INSEE de
données administratives relatives aux familles bénéficiaires des
prestations légales de la branche Famille au régime agricole**

Le directeur général de la caisse centrale de la mutualité sociale agricole

DECIDE

Art. 1^{er} : Il est créé au sein des organismes de Mutualité Sociale Agricole un traitement automatisé d'informations à caractère personnel destiné à transmettre des données administratives à l'INSEE. L'objectif est d'apparier les fichiers fiscaux sur les revenus et ceux des prestations sociales effectivement versées, permettant la mesure des ressources qui sont réellement perçues par les ménages dans une année donnée. Seuls les bénéficiaires des prestations légales de la branche Famille du régime agricole sont concernés par ce traitement.

La durée de conservation des données avant transmission à l'INSEE est de 15 jours.

Art. 2 : Les informations concernées par ce traitement sont relatives à :

- donnée d'identification de la famille,
- situation familiale
- situation économique et financière

Art. 3 : Les destinataires des informations visées à l'article 2 sont :

- la Direction des Etudes et des Répertoires et des Statistiques à la CCMSA
- l'INSEE

Art. 4 : Conformément aux articles 39 et suivants de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique aux fichiers et aux libertés, toute personne peut obtenir communication et, le cas échéant, rectification ou suppression des informations la concernant, en s'adressant auprès des directeurs des organismes de Mutualité Sociale Agricole dont relèvent les personnes concernées par le présent traitement.

Toute personne peut également, pour des motifs légitimes, s'opposer au traitement des données la concernant avant la transmission du fichier à l'INSEE.

Art. 5 : Le Directeur Général de la Caisse Centrale de la Mutualité Sociale Agricole et les Directeurs des organismes de Mutualité Sociale Agricole sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Le Correspondant à la protection des données à caractère personnel,
Christian FER

Bagnolet, le 9 avril 2008

Le directeur général de la caisse centrale
de la mutualité sociale agricole,
Yves HUMEZ

« Le traitement automatisé de données à caractère personnel mis en œuvre par la MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE LORRAINE est conforme aux dispositions de la présente décision ci-dessus. Ce traitement est placé sous la responsabilité de Monsieur Jean-Marie GERARD, Directeur Général de la caisse pour ce qui le concerne.

Le droit d'accès et de rectification des informations à caractère personnel contenues dans ce traitement est ouvert à toutes les personnes physiques concernées par le traitement. Il s'exerce auprès du Directeur Général de la Caisse ou de l'organisme de MSA. ».

Vandœuvre-lès-Nancy, le 22 avril 2008

Le directeur général,
Jean-Marie GERARD

**Extrait de la décision 08-09 du 22 avril 2008 relative à un traitement de
données à caractère personnel concernant la transmission de données
d'état civil des assurés MSA à l'AGIRC-ARRCO aux fins d'identification
auprès de la CNAVTS**

Le directeur général de la caisse centrale de la mutualité sociale agricole

DECIDE

Art. 1^{er} : Il est créé à la Caisse Centrale de Mutualité Sociale Agricole (CCMSA) un traitement automatisé ayant pour finalité de transmettre à l'AGIRC ARRCO des données d'état civil actualisées relatives aux assurés de la MSA afin d'en permettre l'identification auprès de la CNAVTS.

Art. 2 : Les informations concernées par ce traitement sont :

- le NIR
- le patronyme
- les prénoms
- la date de naissance

- le sexe
- le lieu de naissance
- la localité de naissance
- le nom d'usage ou marital

Art. 3 : Le destinataire de ces informations est l'AGIRC ARRCO :

Art. 4 : Conformément aux articles 39 et suivants de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique aux fichiers et aux libertés, toute personne peut obtenir communication et, le cas échéant, rectification ou suppression des informations la concernant, en adressant un courrier par voie postale à l'adresse suivante :

Caisse Centrale de Mutualité Sociale Agricole
DMOI- Département Gestion Centralisée
40 rue Jean Jaurès
93547 Bagnolet cedex

Toute personne peut également, pour des motifs légitimes, s'opposer au traitement des données la concernant.

Art. 5 : Le Directeur Général de la Caisse Centrale de la Mutualité Sociale Agricole et les Directeurs des organismes de Mutualité Sociale Agricole sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Le Correspondant à la protection des données à caractère personnel,
Christian FER

Bagnolet, le 22 avril 2008 Le directeur général de la caisse centrale
de la mutualité sociale agricole,
Yves HUMEZ

« Le traitement automatisé de données à caractère personnel mis en œuvre par la MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE LORRAINE est conforme aux dispositions de la présente décision ci-dessus. Ce traitement est placé sous la responsabilité de Monsieur Jean-Marie GERARD, Directeur Général de la caisse pour ce qui le concerne.

Le droit d'accès et de rectification des informations à caractère personnel contenues dans ce traitement est ouvert à toutes les personnes physiques concernées par le traitement. Il s'exerce auprès du Directeur Général de la Caisse ou de l'organisme de MSA. ».

Vandœuvre-lès-Nancy, le 24 avril 2008

Le directeur général,
Jean-Marie GERARD

Hôpital Local de Pompey/Lay-Saint-Christophe

Avis de concours sur titres du 13 mai 2008 pour le recrutement d'un(e) ergothérapeute

Référence : Décret n° 89-609 du 1^{er} septembre 1989 modifié

Un concours sur titres sera organisé à partir du 1^{er} septembre 2008 à l'Hôpital Local de POMPEY/LAY-SAINT-CHRISTOPHE en vue de pourvoir :

- 1 poste d'ergothérapeute

I – CONDITIONS D'INSCRIPTION

Le concours est ouvert aux candidats :

- titulaires du diplôme d'état d'ergothérapeute ou d'une des autorisations d'exercer mentionnées aux articles L.4331-4 ou L.4331-5 du code de la santé publique.

II – MODALITES ET CLOTURE DES INSCRIPTIONS

Les demandes d'admission à concourir doivent être accompagnées des pièces suivantes :

- lettre de motivation
- curriculum vitae établi par le candidat sur papier libre
- copie certifiée conforme, par le candidat, du diplôme requis

Le dossier ainsi constitué peut être déposé contre la remise d'une attestation de dépôt ou peut être adressé sous pli recommandé à l'adresse suivante :

HLI de POMPEY/LAY-SAINT-CHRISTOPHE
3 rue de l'Avant-Garde
54340 POMPEY

Un délai de 2 mois est imparti pour s'inscrire au concours à compter de la dernière date de publication de cet avis aux recueils des actes administratifs des préfectures de la région.

Pompey, le 13 mai 2008

La directrice,
M.N. QUENTON

Maternité régionale de Nancy

Avis de concours externe sur titres du 6 mai 2008 de maître-ouvrier

En application du décret 91.45 du 14 janvier 1991 modifié par le décret 2006-224 du 24 février 2006 et par le décret 2007-1185 du 3 août 2007, un concours

externe sur titres de maître ouvrier aura lieu à la Maternité Régionale de Nancy en vue de pourvoir un poste de maître ouvrier à partir du 15 juin 2008 dans la spécialité suivante :

- sécurité

Peuvent faire acte de candidature à ce concours les personnes titulaires

- soit de 2 diplômes de niveau V ou de deux qualifications reconnues équivalentes ;
- soit de deux certifications inscrites au répertoire national des certifications professionnelles délivrées dans une ou plusieurs spécialités ;
- soit de deux équivalences délivrées par la commission instituée par le décret du 13 février 2007 relative aux équivalences de diplômes requis pour se présenter aux concours d'accès aux corps et cadres d'emploi de la fonction publique, permettant de se présenter à ce concours ;
- soit de deux diplômes au moins équivalents figurant sur une liste arrêtée par le ministère chargé de la santé.

Les demandes de participation à ce concours doivent être adressées par lettre recommandée avec accusé de réception le cachet de la poste faisant foi ou déposées au secrétariat du service des Ressources Humaines au plus tard le 15 juin 2008.

Les demandes devront comporter un curriculum vitae, la copie des diplômes sus-cités.

Elles seront adressées à :

MATERNITE REGIONALE de NANCY
Service des Ressources Humaines – concours maître ouvrier
10, rue du Docteur Heydenreich
CS 74213
54 042 NANCY cédex

Nancy, le 6 mai 2008

Le directeur,
Bruno CARRIERE

Avis de concours sur titres du 6 mai 2008 d'ouvrier professionnel qualifié

En application du décret 91.45 du 14 janvier 1991 modifié par le décret 2006-224 du 24 février 2006 et par le décret 2007-1185 du 3 août 2007, un concours sur titres d'ouvrier professionnel qualifié aura lieu à la Maternité Régionale de Nancy en vue de pourvoir 6 postes d'ouvriers professionnels qualifiés à partir du 15 juin 2008 dans les spécialités suivantes :

- 4 postes dans la spécialité sécurité
- 1 poste dans la spécialité stérilisation biberonnerie
- 1 poste dans la spécialité blanchisserie

Peuvent faire acte de candidature à ce concours les personnels titulaires soit :

- d'un diplôme niveau V ou d'une qualification reconnue équivalente ;
- d'une certification, inscrite au répertoire nationale des certifications professionnelles délivrées dans une ou plusieurs spécialités ;
- d'une équivalence délivrée par la commission instituée par le décret n°2007-196 du 13 février 2007 relatif aux équivalences de diplômes requises pour se présenter aux concours d'accès aux corps et cadres d'emplois de la fonction publique ;
- d'un diplôme au moins équivalent figurant sur la liste arrêtée par le ministère chargée de la santé.

Les demandes de participation à ce concours doivent être adressées par lettre recommandée avec accusé de réception le cachet de la poste faisant foi ou déposées au secrétariat du service des Ressources Humaines au plus tard le 15 juin 2008.

Les demandes devront comporter un curriculum vitae et de la copie d'un des diplômes sus-cités.

Elles seront adressées à :

MATERNITE REGIONALE de NANCY
Service des Ressources Humaines – concours ouvrier professionnel qualifié
10, rue du Docteur Heydenreich
CS 74213
54 042 NANCY cédex

Nancy, le 6 mai 2008

Le directeur,
Bruno CARRIERE

